LES RAPPORTS DU GRIP

DÉPENSES MILITAIRES, PRODUCTION ET TRANSFERTS D'ARMES

COMPENDIUM 2014

Sophie DURUT et Luc MAMPAEY

2014/3

GRIP

DÉPENSES MILITAIRES, PRODUCTION ET TRANSFERTS D'ARMES

COMPENDIUM 2014

Sophie Durut
et Luc Mampaey

Ce rapport est publié dans le cadre du programme
« cellule de veille sur la production et les transferts d'armes dans le monde »
subventionné par la Région wallonne.
Les informations délivrées et les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que leur auteur et ne sauraient refléter une position officielle de la Région wallonne.

Les activités du GRIP sont soutenues financièrement par

le Ministère de la Région wallonne,

Wallonie

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE DE BELGIQUE

le Ministère de la Communauté française,
le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale (ACTIRIS),
le Ministère des Affaires étrangères de Belgique,
le Ministère des Affaires étrangères du Luxembourg,
le Fonds Maribel Social

© Groupe de recherche et d'information
sur la paix et la sécurité (GRIP)
chaussée de Louvain, 467
B-1030 Bruxelles
Tél.: (32.2) 241.84.20
Fax: (32.2) 245.19.33
Courriel: admi@grip.org
Site Internet: www.grip.org
Le Groupe de recherche et d'information
sur la paix et la sécurité (GRIP)
est une association sans but lucratif.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 5

1. Les sources et les méthodes 7
1.1. Les dépenses militaires 7
1.2. La production d'armement 8
1.3. Les transferts d'armements conventionnels majeurs 8
1.4. Les transferts d'armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions 9
1.5. Conventions monétaires 10

2. Les dépenses militaires dans le monde 11
2.1. Tendances générales 11
2.2. Analyse régionale 11
2.3. Les États les plus dépensiers en 2012 18
2.4. Variation des dépenses militaires et impact capacitaire 20

3. La production d'armement dans le monde 21
3.1. Un chiffre d'affaires en léger recul en 2012 21
3.2. Nouvelles opportunités liées à l'élargissement des questions de sécurité nationale… 22
3.3. … et anticipations positives des marchés financiers 23

4. Les transferts internationaux d'armements conventionnels 25
4.1. Tendances générales 25
4.2. Principaux importateurs et exportateurs 26
4.3. Analyse régionale 27
4.4. Valeur financière du commerce mondial des armements 33

5. Les transferts des armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, composants, accessoires et munitions 35
5.1. Les plus grands exportateurs et importateurs d'armes légères et de petit calibre 36
5.2. Les transferts internationaux des armes de petit calibre 38
5.3. Les transferts internationaux des armes légères 38

5.4. Les transferts de munitions pour les armes légères et de petit calibre 39
5.5. Les transferts internationaux des composants et accessoires des armes légères et de petit calibre 41
5.6. La Belgique, premier exportateur européen d'armes légères et de petit calibre de type militaire 41
5.7. Les tendances en matière de commerce des ALPC en 2010 42

Annexes

Annexe 1. Les dépenses militaires des pays membres et candidats de l'Union européenne et des États-Unis, 2003-2012 45
Annexe 2. Population, PIB et dépenses militaires des pays membres et candidats de l'Union européenne et des États-Unis en 2012 46
Annexe 3. Les 100 principaux producteurs d'armements dans le monde en 2012. 47
Annexe 4. Les 50 principaux exportateurs, 2004-2013 49
Annexe 5. Les 50 principaux importateurs, 2004-2013 50

INTRODUCTION

Les données et statistiques publiées dans ce rapport sont une synthèse des données et statistiques relatives aux dépenses militaires mondiales, à la production et aux transferts internationaux d'armements conventionnels publiées au cours de l'année 2012. Les références de ce rapport sont principalement les publications et les bases de données du *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI) à Stockholm et de *Small Arms Survey* (SAS) à Genève, complétées par des statistiques socio-économiques extraites des bases de données d'Eurostat, de l'OCDE, de la Banque mondiale, d'agences des Nations unies, en particulier le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), ou d'autres producteurs de données. Dans tous les cas, les sources et leurs hyperliens Internet sont clairement indiqués.

Ce Compendium 2014 annule et remplace toutes les données contenues dans le Compendium 2013 (Rapport du GRIP 2013/4) et dans toutes les versions antérieures. Il est une analyse condensée des tendances en matière de dépenses militaires, de production et de commerce des armes. Il propose des faits et des statistiques de base directement exploitables par le lecteur et régulièrement mis à jour sur le site Internet du GRIP[1]. Pour le lecteur qui souhaite approfondir une thématique, il est également un outil précieux qui facilitera l'accès et la compréhension des bases de données plus complètes du SIPRI ou d'autres organisations.

LE STOCKHOLM INTERNATIONAL PEACE RESEARCH INSTITUTE (SIPRI)

Le SIPRI a été créé à l'initiative du parlement suédois en 1966 afin de commémorer 150 ans d'une paix ininterrompue pour la Suède. Un couple exceptionnel en aura marqué les premières années, en se succédant à la tête du premier conseil d'administration. Alva Myrdal tout d'abord : écrivaine, successivement diplomate, parlementaire et membre du gouvernement suédois, elle sera nommée en 1962 représentante de la Suède à la Conférence sur le désarmement à Genève. Chef de file des pays non alignés, elle exercera dès ce moment une pression permanente sur les deux superpuissances pour les amener sur la voie de mesures concrètes en faveur d'une réduction et du contrôle des armements. Cette ténacité sera récompensée par le prix Nobel de la Paix en 1982. Inlassable militante pour la paix, mais également convaincue de la nécessité d'aborder la lutte pour la paix et le désarmement selon une méthode rigoureuse, elle contribua à faire rapidement du SIPRI une référence internationalement reconnue. Son mari, Gunnar Myrdal, économiste engagé, de réputation internationale et lauréat du Prix de la Banque de Suède en mémoire d'Alfred Nobel en 1974, lui succédera à la présidence du SIPRI de 1968 à 1973.

Le SIPRI publie depuis 1969 un annuaire, le *SIPRI Yearbook*, qui est devenu un ouvrage de référence aussi bien pour les gouvernements que pour les organisations non gouvernementales et les milieux académiques. Les données statistiques et séries historiques sont en outre disponibles et libre d'accès sur le site Internet du SIPRI : < http://www.sipri.org >

1. Lien direct : http://www.grip.org/fr/node/949

SMALL ARMS SURVEY (SAS)

Small Arms Survey est un programme de recherche indépendant situé au sein de l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève, en Suisse. Il constitue la principale source d'informations publiques sur tous les aspects relatifs aux armes légères et de petit calibre et à la violence armée, ainsi qu'un centre de ressources pour les gouvernements, les décideurs politiques, les chercheurs et les acteurs engagés dans ce domaine. Créé en 1999, le projet est soutenu par le Département fédéral suisse des Affaires étrangères et bénéficie également de la contribution des gouvernements de plusieurs autres pays.

Parmi ces divers travaux et publications, *Small Arms Survey* édite en particulier une revue annuelle des questions liées à la problématique internationale des armes légères, telles que la production, les stocks, le courtage, les transferts légaux et illicites, etc. Cette annuaire est traduit depuis plusieurs années en français par le GRIP et disponible sur demande.

< http://www.smallarmssurvey.org/ >

1. LES SOURCES ET MÉTHODES

1.1. Les dépenses militaires

Les données et informations relatives aux **dépenses militaires** dans le monde abordées dans ce rapport sont extraites des bases de données en ligne du *Stockholm International Peace Research Institute (*SIPRI) et du *SIPRI Yearbook 2013*, chapitre 3, *Military expenditure.* Elles sont établies par le SIPRI selon une méthodologie rigoureuse sur la base des informations fournies par les gouvernements et les organisations internationales (OTAN, FMI, OCDE, PNUD)[2].

Lorsque les données officielles ne correspondent pas à la définition des dépenses militaires retenue par le SIPRI, ou lorsque les séries temporelles sont incomplètes, fragmentaires ou inexploitables (en raison de conflits ou d'une situation économique désastreuse, notamment pour certains pays africains), le SIPRI procède à une estimation en supposant que le taux de variation pour ce pays est identique à celui de la région à laquelle il appartient. Lorsqu'une estimation raisonnable est impossible pour un pays donné, aucun chiffre n'est affiché et ce pays est exclu du total. Parmi les pays ainsi exclus figurent notamment Cuba, la Corée du Nord, le Myanmar (Birmanie), la Somalie et le Zimbabwe. Les données sont également absentes pour les pays qui n'ont pas de forces armées. C'est par exemple le cas du Costa Rica, dont les faibles dépenses d'armement nécessaires à l'équipement de la police et des garde-côtes représentent moins de 0,05% de son PIB. Les données publiées par le SIPRI, en raison de leur méthodologie prudente et rigoureuse, sous-estiment probablement le niveau réel des dépenses militaires mondiales.

Il convient également de garder à l'esprit que les dépenses publiques concourant à l'effort de défense ne sont pas nécessairement toutes inscrites au budget de la défense, mais peuvent être couvertes par d'autres postes du budget de l'État. Aux États-Unis par exemple, les dépenses pour la « défense nationale » (titre 050 du budget de l' État) sont composées du budget du département de la défense (DoD) (titre 051 du budget) mais également des dépenses nucléaires à vocation militaire inscrites au budget du département de l'Énergie (DoE) (titre 053 du budget) ainsi que de certaines dépenses militaires engagées par d'autres départements fédéraux tels que la Sécurité intérieure (*Homeland Security*), la Justice ou le FBI (titre 054 du budget)[3].

Le SIPRI inclut dans sa définition des dépenses militaires toutes les dépenses de personnel (salaires, pensions et services sociaux du personnel civil et militaire), d'acquisition d'équipement, de recherche et de développement, d'opérations et de maintenance, de construction d'infrastructures, d'activités spatiales militaires et d'assistance militaire à l'étranger engagées par les ministères de la Défense ainsi que par les agences gouvernementales engagées dans des projets militaires. Par contre, sont exclues de la définition les dépenses engagées par des forces armées non gouvernementales ainsi que les dépenses liées à des activités militaires passées (avantages autres que les pensions aux vétérans, coûts de la démobilisation et de la

2. Pour une explication de la méthodologie, voir :
< http://www.sipri.org/research/armaments/milex/milex_database/copy_of_sources_methods >

3. Pour une explication technique du budget militaire des États-Unis, voir Luc Mampaey, *Les premiers budgets militaires de Barack Obama : un changement dans la continuité*, Note d'Analyse du GRIP, 17 février 2010, < http://www.grip.org/fr/node/169 >

reconversion d'infrastructures, démantèlement et destruction d'armes, ce qui peut induire une différence significative pour certains pays.

Toutes les données relatives aux dépenses militaires présentées dans ce rapport sont extraites de la banque de données *SIPRI Military Expenditure Database* qui couvre 171 pays sur une période allant de 1988 à 2012. Les données sont présentées en devises nationales à prix courants, en dollars américains aux prix et taux de change de 2011, ainsi qu'en pourcentage du produit intérieur brut. La base de données du SIPRI sur les dépenses militaires est gratuite et accessible à l'adresse suivante : http://portal.sipri.org/publications/pages/expenditures/splash-expenditures.

1.2. La production d'armement

Une section de ce Compendium est consacrée aux principaux **groupes industriels de production d'armement** dans le monde. Des données relatives à ces groupes sont également publiées dans les annuaires du SIPRI. Toutefois, nous retiendrons dans cette publication les données relatives aux cent premiers producteurs mondiaux d'armements publiées par la revue spécialisée *Defense News*. L'unique raison de ce choix est que les données de *Defense News* sont disponibles plus tôt que celles du SIPRI, ces dernières n'étant pas publiées au moment de boucler cette édition du *Compendium*. Il n'y pas de divergences majeures entre les classements du SIPRI et ceux de *Defense News*.

Les chiffres d'affaires des cent principaux groupes de l'armement dans le monde sont exprimés en millions de dollars des États-Unis (USD), aux prix courants. Les conversions en dollars du chiffre d'affaires des firmes non américaines sont effectuées en utilisant le taux de change de la fin de l'exercice fiscal. Les archives relatives au Top 100 des groupes de l'armement dans le monde depuis 1998 sont disponibles dans la rubrique « Chiffres clés » sur le site Internet du GRIP : http://www.grip.org/fr/node/542.

1.3. Les transferts d'armements conventionnels majeurs

Les données et informations relatives aux **transferts internationaux d'armements conventionnels** sont extraites des bases de données en ligne du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) et couvrent la période de 1950 à 2013 inclus.

Les statistiques du SIPRI, bien que d'une très grande rigueur, doivent être utilisées avec prudence en raison de la méthodologie utilisée, souvent mal comprise par le public, les médias et de nombreux chercheurs : les chiffres publiés sont des indicateurs de tendance (*Trend Indicator Value*, TIV) établis selon une grille de prix propre au SIPRI. Le TIV est basé sur une estimation du coût de production unitaire d'un ensemble de types d'armes de référence. Lorsque le prix d'un armement n'est pas connu, il est estimé par comparaison avec les caractéristiques et l'année de production d'un armement comparable. Un armement d'occasion qui a déjà servi dans des forces armées est estimé à 40% du prix d'un armement neuf. Un armement qui a fait l'objet d'une révision ou mise à niveau majeure reçoit une valeur correspondant 66% de celle d'un équipement neuf[4].

4. Pour une explication de la méthodologie, voir : < http://www.sipri.org/databases/armstransfers/background >

Le TIV ne représente donc pas une valeur financière réelle des ventes d'armes, mais a pour objectif d'établir une unité commune pour la mesure de l'évolution dans le temps des flux d'armements entre les pays et les régions. Le TIV ne peut donc en aucune manière être comparé avec, par exemple, le produit intérieur brut ou les chiffres des exportations contenus dans un rapport gouvernemental.

Les tableaux et les graphiques contenus dans ce rapport sont construits à partir des données extraites de la *SIPRI Arms Transfers Database* qui couvrent, pour 120 pays ou organisations, les transferts d'armements conventionnels effectués entre 1950 et 2013. La base de données du SIPRI sur les transferts d'armes est gratuite et accessible à l'adresse : http://portal.sipri.org/publications/pages/transfer/splash

Les statistiques du SIPRI concernent les « armements conventionnels majeurs » (*major conventional weapons*) répartis en une dizaine de catégories : aéronefs, systèmes de défense anti-aérienne et sous-marine, véhicules blindés, artillerie, systèmes radar, missiles, navires, moteurs, satellites et autres. Par contre, les transferts de technologies ou de services ainsi que certains équipements – dont les armes légères et de petit calibre, les pièces d'artilleries d'un calibre inférieur à 100mm ainsi que les munitions – sont exclus des statistiques du SIPRI.

1.4. Les transferts d'armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions

L'édition 2014 du Compendium consacre, pour la seconde fois, un chapitre aux transferts internationaux autorisés des **armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions**.

Les données et informations relatives aux ALPC, leurs pièces détachées, accessoires et munitions sont extraites des bases de données en ligne du *Small Arms Survey*[5], de certaines de leurs notes de recherche, et des chapitres pertinents des annuaires sur les armes légères de 2009 à 2013.

Small Arms Survey (SAS) a lancé en 2009 une étude de grande envergure réalisée sur une période de quatre ans, afin d'estimer la valeur mondiale des transferts internationaux des armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions. Pour réaliser ce projet, des données et informations provenant de plusieurs sources ont été compilées. Parmi celles-ci figurent la base de données des Nations unies sur les statistiques commerciales des produits de base (UN COMTRADE), le registre des armes conventionnelles des Nations unies ainsi que de rapports nationaux et régionaux tel que le rapport annuel du COARM établi en application du point 8 du dispositif de la Position commune de l'Union européenne en matière d'exportation d'armement, ou encore la base de données du NISAT[6]. C'est la comparaison et l'interprétation de ces diverses sources qui ont permis à SAS d'établir ses propres données[7].

5. Les bases de données du Small Arms Survey sur les transferts internationaux des armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions sont gratuites et accessibles à l'adresse suivante < http://www.smallarmssurvey.org/weapons-and-markets/transfers.html >

6. Le NISAT (Norwegian Initiative on Small Arms Transfers) est une initiative commune du Peace Research Institute Oslo (PRIO), de la Croix-Rouge norvégienne et de Norwegian Church Aid visant à fournir des informations sur les transferts d'ALPC. Voir < www.nisat.org >

7. Pour plus d'informations sur la méthodologie, voir Annuaire sur les armes légères 2009, *Small Arms Survey*, p. 26-30 ; Annuaire sur les armes légères 2010, *Small Arms Survey*, p. 17-20 ; Annuaire sur les

En raison de l'opacité qui entoure le commerce des armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions, SAS fait preuve d'une très grande prudence dans l'estimation de ces données. En conséquence, les chiffres avancés doivent le plus souvent être considérés comme des estimations « minimales ».

Du fait de l'absence de données pour certaines catégories d'armes, SAS a procédé par extrapolation pour établir les estimations de certaines données, plus particulièrement pour ce qui concerne les armes légères, leurs munitions et leurs composants. Le principe est de partir des données d'un échantillon de pays et d'effectuer des déductions plausibles[8] pour parvenir à une estimation de données.

Enfin, SAS précise qu'en raison de l'absence de données relatives aux munitions d'armes légères dans les sources traditionnelles[9], et considérant la demande civile négligeable, les chiffres présentés se basent sur les registres des marchés publics qui ont pu être identifiés.

1.5. Conventions monétaires

Les dépenses militaires issues des bases de données du SIPRI sont exprimées en dollars, aux prix et taux de change de 2011. Le SIPRI modifie tous les ans l'année de référence pour la conversion en dollars constants. Lorsque des données exprimées en devises de pays non membres de la zone euro sont converties en euros, elles le sont en utilisant les taux de change moyen de l'année 2012 publiés par Eurostat.

Les chiffres d'affaires des groupes de l'armement sont exprimés en dollars, aux prix courants.

Les transferts d'armements conventionnels ne sont pas exprimés en valeurs monétaires ; leur évolution dans le temps et selon les pays et régions est représentée par un indicateur de tendance (*Trend Indicator Value*, TIV), comme expliqué au point 1.3 ci-dessus.

armes légères 2011, *Small Arms Survey*, p. 19-22 ; Annuaire sur les armes légères 2012, *Small Arms Survey*, p. 247-251.

8. En considérant que pour des « pays similaires » les transferts internationaux sont équivalents, et, *a contrario*, que si une différence existe, elle est due à un facteur spécifique.

9. UN Comtrade, registre de l'ONU, rapports nationaux et régionaux.

2. LES DÉPENSES MILITAIRES DANS LE MONDE

2.1. Tendances générales

Selon le SIPRI, les dépenses militaires mondiales pour l'année 2012 sont estimées à 1 753 milliards USD au prix courant, ce qui correspond à 1 739 milliards USD aux prix et taux de change de 2011. Les dépenses militaires mondiales de l'année de l'année précédente (2011) s'élevaient, à titre de comparaison, à 1 749 milliards USD (aux prix et taux de change de 2011). Les dépenses militaires mondiales de 2012 correspondent à 2,44% du PIB mondial, soit environ 245 USD par habitant.

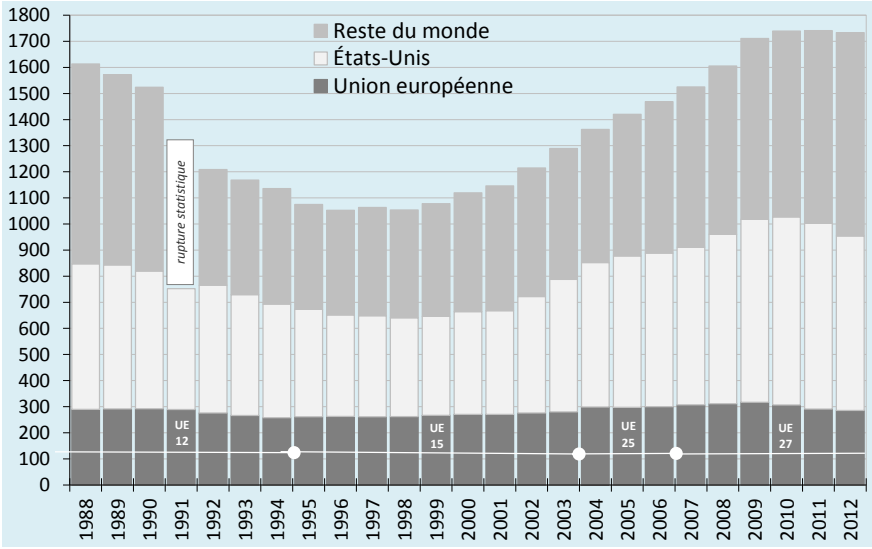
Après une stagnation des dépenses militaires déjà observée en 2011 en raison de la conjoncture économique globale, les dépenses militaires mondiales ont diminué d'environ 0,5% entre 2011 et 2012. **C'est la première baisse des dépenses militaires mondiales enregistrée depuis 1998.**

L'année 2012 marque aussi un changement dans la répartition des dépenses militaires, les États-Unis et l'Europe occidentale voyant leurs positions s'éroder face à la croissance des dépenses militaires dans d'autres régions du monde, en particulier l'Europe orientale et les pays en développement.

GRAPHIQUE 1

DÉPENSES MILITAIRES MONDIALES : LES ÉTATS-UNIS, L'UNION EUROPÉENNE ET LE RESTE DU MONDE – De 1988 à 2012

(en milliards de dollars, aux prix et taux de change de 2011)



Source : traitement GRIP, sur la base de SIPRI Military Expenditure Database

Note : rupture statistique en 1991, en raison de l'absence d'estimation fiable pour la Russie. À noter également que le périmètre de l'Union européenne a évolué au cours de la période. Dans ce graphique, les pays ne contribuent au total de l'UE qu'à partir de l'année de leur adhésion.

2.2. Analyse régionale

Nous avons observé les variations des dépenses militaires, par région et par pays, en prenant pour référence l'année 2003. La comparaison s'effectue donc sur une série de dix années (**tableau 1**).

Jusqu'en 2011, la tendance était à une augmentation générale des dépenses militaires dans le monde mais avec d'importantes variations selon les pays et les régions – Afrique, Amériques, Asie et Océanie, Europe et Moyen-Orient – et sous-régions[10]. À

10. Nous suivons la classification régionale du SIPRI (< http://www.sipri.org/research/armaments/milex/milex_database/regional_coverage >), c'est-à-dire :

(1) Afrique = Afrique du Nord [Algérie, Libye, Maroc, Tunisie] + Afrique subsaharienne [Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap Vert, Congo (RDC), Congo (Rép.), Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée équatoriale, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie,

partir de 2012, pour la première fois depuis 1998, la tendance globale est à une diminution des dépenses militaires dans le monde.

TABLEAU 1

DÉPENSES MILITAIRES MONDIALES, PAR RÉGIONS, 2003-2012

(en milliards de dollars, aux prix et taux de change de 2011)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	% variation 2003-2012
Monde	**1 291,2**	**1 364,1**	**1 423,0**	**1 470,2**	**1 528,1**	**1 608,8**	**1 714,7**	**1 744,0**	**1 749,0**	**1 739,5**	**34,7%**
Afrique	**20,7**	**23,2**	**24,2**	**25,9**	***26,6***	***30,3***	***31,6***	***33,6***	***37,1***	***38,3***	**85,0%**
Afrique du Nord	7,0	7,6	7,9	7,9	8,5	*10,1*	*11,1*	*12,0*	*15,1*	16,2	133,0%
Afrique sub-saharienne	13,7	15,6	16,3	*18,0*	*18,0*	*20,2*	*20,5*	*21,6*	*22,0*	*22,0*	60,6%
Amérique	**571,2**	**620,1**	**651,5**	**665,1**	**685,4**	**736,9**	**793,4**	**817,2**	**807,9**	**767,6**	**34,4%**
Amérique du Nord	524,2	570,5	597,6	607,5	624,6	670,9	724,0	743,2	734,7	691,2	31,9%
Amérique Centrale et Caraï	5,1	4,7	5,1	5,6	6,2	6,3	7,1	7,7	8,0	8,6	69,6%
Amérique du Sud	41,9	44,8	48,8	52,1	54,7	59,6	62,3	66,4	65,3	67,7	61,8%
Asie et Océanie	**234,2**	**246,8**	**260,1**	**275,2**	**295,8**	**312,3**	**348,5**	**355,3**	**369,5**	**381,5**	**62,9%**
Asie Centrale	*1,0*	*1,1*	*1,3*	*1,5*	*2,1*	*2,1*	*2,0*	*2,2*	*2,4*	*2,9*	195,9%
Asie de l'Est	174,8	181,3	191,3	204,5	222,2	233,1	259,6	265,3	278,0	292,1	67,1%
Asie du Sud	37,0	42,1	44,5	44,9	45,7	50,5	58,3	58,8	59,7	58,2	57,4%
Océanie	21,4	22,3	23,0	24,3	25,7	26,6	28,6	29,0	28,5	27,5	28,2%
Europe	**379,6**	**382,6**	**387,0**	**397,2**	**407,8**	**419,2**	**428,4**	**418,6**	**410,5**	**418,6**	**10,3%**
Europe de l'Ouest	310,8	311,7	307,9	310,2	312,3	318,5	325,9	315,8	301,6	296,4	-4,6%
Europe Orientale	46,2	48,3	55,5	63,0	70,0	76,6	78,9	80,2	87,0	100,3	117,0%
Europe Centrale	22,6	22,5	23,6	24,0	25,5	24,2	23,6	22,6	22,0	21,9	-3,4%
Moyen Orient	**85,4**	**91,3**	**100,0**	**106,6**	**112,5**	**109,7**	**112,4**	***118,5***	***123,3***	***133,6***	**56,5%**

Source : traitement GRIP, sur la base de SIPRI Military Expenditure Database

Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Ouganda, République d'Afrique centrale, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Zambie, Zimbabwe].

(2) Amériques = Amérique du Nord [Canada, USA] + Amérique centrale [Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama] + Amérique du Sud [Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Guyane, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela] + Caraïbes [Bahamas, Barbade, Cuba, Haïti, Jamaïque, République dominicaine, Trinidad et Tobago].

(3) Asie et Océanie = Asie centrale [Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan] + Asie de l'Est [Brunei, Cambodge, Chine, Indonésie, Japon, Corée du Nord, Corée du Sud, Laos, Malaisie, Mongolie, Myanmar (Birmanie), Philippines, Singapour, Taiwan, Thaïlande, Vietnam] + Asie du Sud [Afghanistan, Bangladesh, Inde, Népal, Pakistan, Sri Lanka] + Océanie [Australie, Fidji, Nouvelle Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée].

(4) Europe = Europe de l'Ouest [Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Islande, Irlande, Italie, Luxembourg, Macédoine, Malte, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie] + Europe centrale [Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Macédoine, Monténégro, Pologne, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, République tchèque] + Europe orientale [Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie, Russie, Ukraine].

(5) Moyen-Orient = [Arabie saoudite, Bahreïn, Égypte, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Qatar, Syrie, Émirats arabes unis, Yémen].

Les dépenses militaires sur le continent européen – Europe occidentale et Europe centrale – continuent à diminuer en 2012. Les dépenses du continent américain, qui enregistraient les croissances les plus importantes de 2001 à 2011, continuent à diminuer depuis la première baisse enregistrée en 2011.

Ailleurs, les dépenses continuent d'augmenter en 2012 (en Asie et en Océanie, en Russie, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, en Amérique centrale). Entre 2011 et 2012, les dépenses militaires ont progressé en moyenne de 1,2% sur le continent africain (mais de 7,8% en Afrique du Nord), de 3,3% sur le continent asiatique et l'Océanie (dont 6% en Asie du Sud-Est), de 2% en Europe (la diminution des dépenses en Europe occidentale et centrale est compensée par l'accroissement des dépenses en Europe de l'Est, où l'augmentation s'élève à 15% entre 2011 et 2012), et de 8,3% au Moyen-Orient. Le Moyen-Orient est donc la région qui connait l'augmentation des dépenses militaires la plus importante pour l'année 2012.

Amériques

Les dépenses militaires sur le continent américain ont évolué de 34,4% depuis 2003. Entre 2002 et 2011, l'ensemble du continent américain connait une croissance inexorable dans l'allocation aux budgets militaires. En 2011, alors que les dépenses militaires sur le continent sont réduites à 1,4% et ce pour la première fois depuis 1998, les diminutions atteignent jusqu'à 4,7% en 2012.

En réalité, cette diminution de dépenses observée sur le continent est due à la réduction considérable des dépenses de **l'Amérique du Nord** (- 5,5%) en 2012. La baisse des budgets de défense rentrent dans le cadre du BCA (*Budget Control Act)* de 2011, de la séquestration du budget et de la « falaise fiscale », qui prévoyaient des réductions dans les budgets américains de la défense. Par ailleurs, cette baisse de dépenses est liée au retrait progressif des troupes en Afghanistan et en Irak et à l'accalmie de la doctrine de George W. Bush de « guerre totale contre le terrorisme ».

Les dépenses militaires canadiennes, quant à elles, diminuent légèrement entre 2011 et 2012 et passent de 24,7 à 22,5 milliards USD. Au cours de la décennie écoulée, de 2003 et 2012, le Canada enregistre une augmentation de ses dépenses militaires de 36%.

L'Amérique centrale et les Caraïbes connaissent une augmentation de 8,1% en 2012, soit 70% d'augmentation du budget consacré à la défense entre 2003 et 2012.

L'Amérique centrale connait une croissance rapide en termes de dépenses à la fois militaires et non militaires, comme le souligne le *SIPRI Yearbook 2013*. Avec une augmentation des dépenses militaires de 70%, l'Amérique centrale et les Caraïbes enregistrent la plus forte augmentation sur le continent américain depuis 2003, ainsi que la plus forte augmentation entre 2011 et 2012. Cette croissance s'explique par la montée de la militarisation et des mesures de sécurité prises par les gouvernements mexicains et colombiens, notamment face à la recrudescence des mouvements armés et des cartels de la drogue. L'ensemble des dépenses militaires pour la région s'élève à 8,6 milliards de dollars au cours de l'année 2012. Si l'ensemble des pays d'Amérique centrale augmentent leurs dépenses militaires de 56% entre 2006 et 2012, (et 70% de 2003 à 2013), c'est le Honduras qui connait la plus forte croissance estimée à 81% sur les cinq dernières années. Cette hausse considérable s'explique par le fait que le Honduras est considéré comme le pays connaissant le plus haut taux de criminalité dans le monde, d'après le bureau des Nations unies sur la drogue et le crime.

Toutefois, pour l'année 2012, la plus haute croissance des dépenses militaires dans la région concerne le Mexique (10%) et le Nicaragua (27%). La nette augmentation des

dépenses militaires au Mexique – passant d'un montant de 6 472 milliards USD en 2011 à 7 103 milliards USD[11] en 2012 – est à mettre en relation avec discours du président Felipe Calderón prononcé en 2006, qui fait de la guerre contre le crime organisé sa priorité politique. Belize, El Salvador et Honduras ont quant à eux diminué leurs dépenses.

Quant à **l'Amérique du Sud,** elle connait une progression des dépenses militaires de 3,8% en 2012, et une augmentation de 62% en dix ans (2003-2012). Cette augmentation n'est pas uniforme et les raisons sont multiples. La Colombie et le Venezuela augmentent leurs dépenses en raison de la rivalité qui existe entre les deux pays. Le Brésil aspire à devenir une puissance régionale. Le Pérou et le Chili augmentent leurs budgets de défense afin de moderniser leurs forces armées et obtenir de nouvelles armes pour répondre aux nouvelles menaces – ces deux pays ne précisant pas pour autant quelles sont ces menaces[12]. Le Brésil figure parmi les 15 pays les plus dépensiers en termes de budgets militaires en 2012 et occupe la 11e place. Selon le SIPRI, le Brésil a augmenté ses dépenses militaires de 56% entre 2003 et 2012 mais perd une place dans le classement des pays les plus dépensiers en termes d'acquisitions militaires par rapport à l'année 2011 (voir **tableau 2**). On note une légère baisse – moins de 1% – des dépenses militaires du Brésil entre 2011 et 2012.

Afrique

En 2012, on constate la même tendance qu'en 2011, dans la mesure où l'Afrique est le continent qui connait la plus forte progression des dépenses militaires mondiales en dix ans (période 2003-2012). Alors que cette progression s'élevait à 65% entre 2002 et 2011, elle est de 85% entre 2003 et 2012. Les dépenses militaires en Afrique ne font donc qu'augmenter depuis plus d'une décennie.

L'**Afrique du Nord** explique principalement cette augmentation considérable, avec 7,8% de croissance entre 2011 et 2012 et 133% de croissance entre 2003 et 2012. La Tunisie notamment, pays initiateur des « printemps arabes », augmente ses budgets de défense à hauteur de 20% entre 2011 et 2012. Il est à noter que cette donnée est une estimation du SIPRI et que l'information n'est pas donnée directement par le gouvernement tunisien. L'augmentation des budgets liés à la défense en Afrique du Nord peut s'expliquer principalement par les préoccupations terroristes des groupes tels qu'AQMI agissant au Sahel, par la sécurité interne, par la crainte de contagion des révoltes arabes, par la lutte contre les trafics et par la recherche d'un prestige national, ou encore par la rivalité régionale face à l'Algérie qui ne cesse d'augmenter ses budgets de défense et de moderniser ses armées[13]. Les dépenses militaires pour l'Algérie passent de 8 652 milliards USD à prix constant en 2011, à 9 104 milliards USD à prix constant en 2012, soit 9 325 milliards USD au prix courant de 2012. Ce montant représente 4,4% de son PIB en 2011 et 4,5% en 2012.

Quant à l'**Afrique sub-saharienne**, elle voit ses dépenses militaires se stabiliser en 2012, après avoir enregistré une croissance continue de l'ordre de 61% sur la période 2003-2012. Cette croissance périodique s'explique par des ambitions régionales de certains pays et par les programmes de lutte contre le terrorisme. Malgré cette stabilisation pour l'Afrique sub-saharienne en 2012, c'est toutefois un pays de la région,

11. Ces valeurs sont exprimées en prix et taux de change constant de 2011.

12. *The other violence in Latin America*, Rapport n°16 du *Centre d'estudis per a la pau*.

13. Fanny Lutz, « Une décennie de frénésie militaire, dépenses militaires au Moyen-Orient et en Afrique du Nord », Note d'Analyse du GRIP, 26 février 2013, < http://www.grip.org/fr/node/810 >

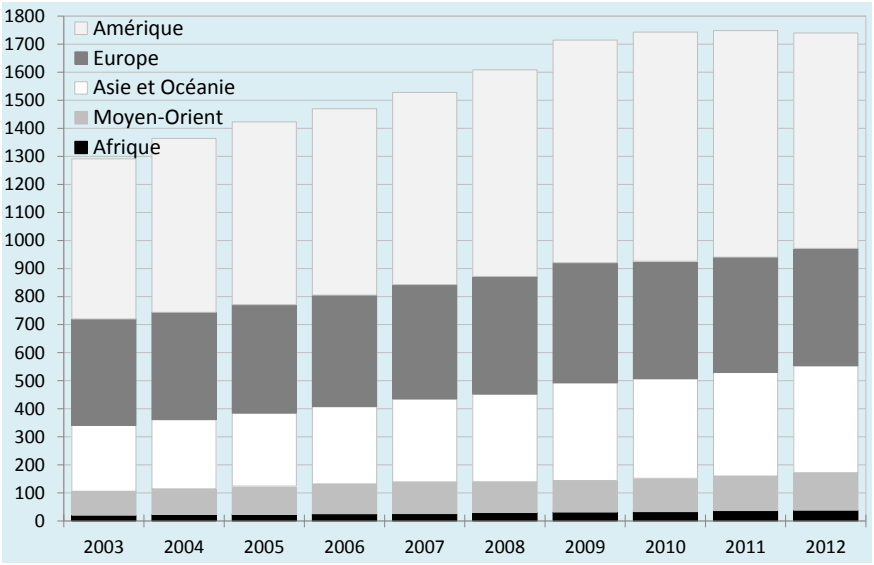
le Zimbabwe, qui augmente le plus ses dépenses militaires au monde sur l'année 2012 : +53%[14]. En deux ans, le Zimbabwe a quasiment triplé ses dépenses militaires : il est passé de 102 millions USD en 2010 à 303 milliards USD en 2012. On ne peut établir un taux de croissance sur une plus longue période pour ce pays, car aucune donnée n'est disponible avant 2010[15].

Les États les plus dépensiers de l'Afrique subsaharienne sont l'Afrique du Sud, l'Angola et le Nigéria. Les dépenses militaires de l'Afrique du Sud s'élevaient à 4,1 milliards USD en 2003, avant d'atteindre 4,8 milliards USD en 2012, ce qui équivaut à une croissance de 17% en l'espace de dix ans. L'Angola, le deuxième État le plus dépensier de la zone, a doublé ses dépenses entre 2003 et 2012 : 2 milliards USD en 2003 pour 3,9 milliards en 2012, ce qui traduit une croissance de 95%.

GRAPHIQUE 2

DÉPENSES MILITAIRES MONDIALES, PAR RÉGION, 2003-2013

(en milliards de dollars, aux prix et taux de change de 2011



Source : traitement GRIP, sur la base de SIPRI Military Expenditure Database

Une différence notable avec 2011 concerne le Nigéria, l'un des pays les plus dépensiers d'Afrique aux côtés de l'Afrique du Sud et de l'Angola, dont les dépenses étaient en hausse entre 2010 et 2011 afin de parer aux menaces terroristes du groupe Boko Haram. En 2012, le SIPRI observe une diminution de 12% des dépenses de ce pays[16]. On peut donc constater pour le Nigéria une révision à la baisse des dépenses consacrées aux missions de contreterrorisme.

Toutes ces données sont à relativiser sachant que certains pays de la région Afrique sub-saharienne ne fournissent aucune donnée en 2012 quant à leurs dépenses militaires. C'est le cas notamment du Cap Vert, de la République centrafricaine, du Tchad, de la RDC, de la Côte d'Ivoire, de Djibouti, de la Guinée équatoriale, de l'Érythrée, de la Gambie, de la Guinée, de la Mauritanie, du Mozambique, du Sénégal, de la Somalie, du Soudan, et du Togo. Par ailleurs, certaines données ne sont que des estimations du SIPRI. Des estimations ont été faites pour la Côte d'Ivoire, le Malawi, le Swaziland, l'Ouganda. On peut donc supposer que l'Afrique connait une croissance des dépenses militaires plus importante que celle qu'annonce le SIPRI.

Moyen-Orient

Le Moyen-Orient a connu une augmentation de ses dépenses militaires de 57% entre 2003 et 2012. Entre 2011 et 2012, le Moyen-Orient est la région du monde qui connait la croissance la plus importante (8,3%), menée par l'Oman qui augmente ses dépenses

14. SIPRI Yearbook 2013, p. 131.

15. SIPRI Yearbook 2013, p. 182.

16. SIPRI Yearbook 2013 p. 131.

de 51% en 2012[17]. L'Arabie saoudite et le Koweït augmentent également leurs dépenses à des taux de croissance respectifs de 12% et 10% en 2012. L'Irak et l'Égypte, quant à eux, réduisent leurs dépenses militaires respectivement de 3,6% et 2,6%.

Le Moyen-Orient a été fortement touché par la crise financière de 2008, mais moins que l'Europe et l'Amérique, en raison de ses revenus pétroliers. Les mesures d'austérité en Europe et en Amérique ont considérablement plombé les budgets militaires de certains pays, tandis qu'au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, même si plusieurs pays ont été touchés durement par la crise, les dépenses militaires demeurent une priorité budgétaire (sauf pour l'Égypte et l'Irak). Cette priorité accordée aux budgets de défense s'explique en réalité par la menace posée par l'Iran et une potentielle intervention américaine, la crainte d'une contagion des révoltes populaires, le besoin de prestige et celui de concurrencer les puissances de la région telles que l'Arabie saoudite pour le Moyen-Orient et l'Algérie pour l'Afrique du Nord.

Néanmoins, le SIPRI n'a pu prendre en compte, en raison du caractère récent des événements, l'escalade des violences en Égypte en août 2012, qui devrait entrainer de nouvelles hausses.

Asie et Océanie

Si les dépenses militaires ont augmenté au cours de la période 2003-2012 dans la région, cette augmentation s'est faite à des rythmes différents et tend notamment à stagner depuis 2009. Les raisons d'une croissance des budgets militaires pour la région s'expliquent à la fois par une dynamique de course aux armements et par la croissance de certains pays asiatiques comme la Chine, qui explique l'augmentation des budgets militaires en valeur absolue.

Concernant l'**Asie du Sud,** l'Inde a diminué ses dépenses militaires en 2012[18]. L'Afghanistan et le Sri Lanka ont réduit leurs dépenses militaires en 2012 de respectivement 12% et 9,6%. Pour le Sri Lanka, cette baisse des budgets de la défense est un processus continu depuis la fin de la guerre civile en 2009.

En **Asie de l'Est**, les dépenses militaires ont progressé de 67% sur la période 2003-2012. La croissance évaluée par le SIPRI entre 2011 et 2012 est de 5%. Les dépenses militaires de l'Asie de l'Est en 2012 au prix et taux de change de 2011 sont estimées à 292 milliards USD. L'acquisition de sous-marins participe entre autres de cette augmentation[19]. La Chine et la Corée du Sud continuent à augmenter leurs budgets de défense mais à un rythme moins élevé qu'avant 2009. La Corée du Sud enregistre une croissance de 44% entre 2003 et 2012. La Chine a augmenté ses dépenses militaires de 7,8% en termes réels pour l'année 2012 et a également procédé à la modernisation de ses équipements militaires. Selon le *Sipri Yearbook 2013*, la Chine a par ailleurs annoncé une augmentation de son budget militaire de l'ordre de 10,7% pour l'année 2013[20]. La Mongolie a augmenté ses dépenses de 24% en 2012. Le Japon gagne un rang dans le classement des 15 principaux dépensiers de budgets militaires en 2012 et occupe désormais le 5e rang mondial. Certaines données faussent l'estimation des dépenses de

17. Fanny Lutz, « Une décennie de frénésie militaires, dépenses militaires au Moyen-Orient et Afrique du Nord », Note d'Analyse du Grip, 26 février 2013. < http://www.grip.org/fr/node/810 >

18. SIPRI Yearbook 2013, p. 131.

19. < http://apac2020.thediplomat.com/feature/the-next-arms-race/ >

20. Ibidem p. 132.

la région, comme l'absence de données en dollars des dépenses militaires de la Corée du Nord[21].

Pour **l'Asie du Sud-Est**, comprenant, selon la classification du SIPRI, le Vietnam, le Brunei, le Cambodge, l'Indonésie, le Laos, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande, le Timor oriental et la Birmanie, les croissances en termes de budgets alloués à la défense varient selon les pays.

La Thaïlande et le Cambodge ont tous deux réduits leurs dépenses militaires, ce qui marque l'atténuation des tensions latentes en 2012.

Entre 2003 et 2012, l'Indonésie et le Vietnam ont quant à eux augmenté leurs dépenses militaires sur la période, respectivement de 130% et 73%. Cette augmentation s'explique par un souhait de modernisation militaire pour l'Indonésie, qui réoriente ses budgets vers l'action extérieure, et par les ambitions régionales du Vietnam, qui tente de faire concurrence à la Chine, avec qui les différends territoriaux poussent à l'achat de matériels navals. Pour ce qui est de l'Indonésie, il est difficile d'obtenir des informations fiables concernant les dépenses militaires dans la mesure où la transparence n'est pas assurée dans le milieu de la défense et où il existe encore aujourd'hui un haut niveau de corruption dans les acquisitions d'armement.

En **Océanie,** les dépenses militaires ont progressé de 28% depuis 2003, marquant un ralentissement de la croissance. Les dépenses militaires de l'Océanie ont en fait baissé depuis l'année précédente, perdant 3,7% entre 2011 et 2012. L'Australie a diminué ses dépenses de 4% en 2012.

Aucune information n'a pu être restituée par le SIPRI en ce qui concerne **l'Asie centrale**, comprenant l'Ouzbékistan, le Turkménistan, le Tadjikistan, le Kirghizstan et Kazakhstan. Le SIPRI a toutefois estimé que le Kazakhstan a augmenté ses dépenses militaires d'environ 30% en 2012.

Europe

Les dépenses militaires ont augmenté de 10% pour l'ensemble du continent européen depuis une décennie. Ceci étant, un contraste important est à noter entre l'Europe de l'Est et l'Europe occidentale et centrale.

Depuis 2003, l'Europe de l'Est a augmenté ses dépenses militaires d'environ 117%, tandis qu'ensemble, l'Europe occidentale et l'Europe centrale ont vu leurs budgets de défense se réduire de plus de 4% sur la même période.

Pour l'année 2012, **l'Europe de l'Est** a augmenté ses budgets de défense de 15%. Elle représente de fait la région connaissant la plus forte progression des dépenses militaires au monde pour l'année 2012. La Russie occupe une place prépondérante dans cette augmentation pour la région. Le SIPRI enregistre un accroissement du budget militaire russe de 16% en termes réels par rapport à 2011. Celle hausse s'inscrit dans le GPV, un plan de réforme et de modernisation des effectifs militaires qui prévoit de remplacer jusqu'à 70% des matériels d'armement russes, considérés comme obsolètes. Ainsi, ce programme prévoit une augmentation continue des dépenses militaires en Russie, d'ici à 2020. Selon les estimations du ministère russe du Développement économique, les dépenses militaires de la Russie représenteront près de 4,8% de son PIB en 2015, contre 4,2% en 2011 et 4,6% en 2012. D'après le SIPRI, ces dépenses correspondront

21. Les données émises par les autorités nord-coréennes n'ont pas pu être estimées en dollars en raison du manque de précision du taux de change entre le won nord-coréen et la monnaie américaine.

à plus de 25% des dépenses publiques totales en 2015, contre 21% en 2011 et 21,8% en 2012.

L'Europe occidentale et centrale a baissé ses dépenses de 1,6% en termes réels[22] par rapport à l'année précédente. Ces deux régions ont entrepris à la suite de la crise financière de 2008 des mesures d'austérité qui ont un impact retentissant sur les budgets de défense. Entre 2008 et 2012, les dépenses militaires ont diminué de 8% en Europe occidentale et de 10% en Europe centrale.

Selon le SIPRI, parmi les pays les plus dépensiers de la région – la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne – les deux premiers ont baissé leurs budgets militaires respectivement de 3,8% et 5,2%, tandis que l'Allemagne a augmenté ses dépenses de 2,6% sur la période 2008-2012[23]. Il est à noter que le Livre blanc de la défense français sorti en avril 2013, donc après publication des données par le SIPRI Yearbook 2013, prévoit de nouvelles coupes drastiques dans le budget militaire de la France.

Le cas de la Grèce mérite une attention particulière. Tandis que le pays fait face à une sévère austérité et que ses homologues du sud de l'Europe, plongés dans la crise, diminuent de manière générale leurs dépenses militaires, la Grèce a augmenté ses dépenses militaires de 4% en termes réels en 2012. Toutefois, entre 2008 et 2012, les dépenses allouées au budget de la défense pour la Grèce avaient été réduites de 37%.

En Europe occidentale, seuls la Turquie, la Pologne et les pays nordiques augmentent leurs dépenses en 2012. Tandis que la Turquie avait baissé ses dépenses militaires en 2011, marquant un réchauffement des relations avec la Grèce, elle les augmente à nouveau en 2012.

2.3. Les États les plus dépensiers en 2012

Aux prix courants, les dépenses militaires mondiales pour l'année 2012 sont estimées à 1 753 milliards USD, ce qui correspond à 1 739 milliards USD aux prix et taux de change de 2011. En se basant sur les estimations du Fonds monétaire international (FMI) pour le PIB mondial[24], et sur celles des Nations unies pour la population mondiale[25], cette somme correspond à 2,44% du produit intérieur brut réel mondial (PIB) estimé à 71 707 milliards USD en 2012. Elle correspond à une dépense annuelle moyenne d'environ 245 USD par habitant.

Les pays dits « émergents »[26] prennent de l'importance en termes de dépenses militaires, tandis que les pouvoirs dits « établis », tels que l'Australie, le Canada, la France, le Royaume-Uni, le Japon, l'Italie, l'Allemagne, les États-Unis, sont dans une phase de diminution de leurs dépenses militaires. Ils restent toutefois en bonnes positions dans la liste des 15 pays les plus dépensiers (**tableau 2**). Toutefois, l'ensemble des pays émergents connait un taux de croissance inférieur à celui de 2011 à quelques exceptions

22. SIPRI Yearbook 2013, p. 127.

23. SIPRI Yearbook 2013, p. 130.

24. Le FMI estime le PIB mondial pour 2012 à 71 707 milliards de dollars aux taux de change du marché : Fonds monétaire international, *Perspectives de l'économie mondiale : Espoirs, réalités, risques*, avril 2013, tableau A1, p. 155, < http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/weo/2013/01/pdf/textf.pdf >

25. Les Nations unies estiment la population mondiale à 7 162 millions d'habitants au 1er janvier 2013. Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), *État de la population mondiale 2013*, < http://www.unfpa.org/webdav/site/global/shared/swp2013/FR-SWOP2013.pdf >

26. Chine, Corée du Sud, Russie, Arabie saoudite, Turquie.

près, dont la Turquie, qui a augmenté notablement ses dépenses de 2009 à 2012 par rapport à la période 2003-2008. Les États-Unis sont de loin le pays le plus dépensier en termes de budgets militaires.

TABLEAU 2

LES DÉPENSES MILITAIRES DES 15 PAYS LES PLUS DÉPENSIERS EN 2012.

(en milliards de dollars de 2012, prix courants)

Rang	Pays	Dépenses militaires (milliards USD)	Population (millions)	Dépenses militaires par habitant (USD)	Part du total mondial (%)	
					Dépenses militaires	Population
1	Etats-Unis	682,5	320,1	2 132,1	38,9	4,5
2	Chine	166,1	1 385,6	119,9	9,5	19,3
3	Russie	90,7	142,8	635,5	5,2	2,0
4	Royaume Uni	60,8	63,9	952,2	3,5	0,9
5	Japon	59,3	127,1	466,3	3,4	1,8
Sous-total top 5		**1 059,4**	**2 039,5**		**60,4**	**28,5**
6	France	58,9	65,6	898,8	3,4	0,9
7	Arabie Saoudite	56,7	28,8	1 969,6	3,2	0,4
8	Inde	46,1	1 252,1	36,8	2,6	17,5
9	Allemagne	45,8	80,5	568,6	2,6	1,1
10	Italie	34,0	59,7	569,7	1,9	0,8
Sous-total top 10		**1 301,0**	**3 526,2**		**74,2**	**49,2**
11	Brésil	33,1	200,4	165,4	1,9	2,8
12	Corée du Sud	31,7	49,3	642,2	1,8	0,7
13	Australie	26,2	23,3	1 122,7	1,5	0,3
14	Canada	22,5	35,2	640,5	1,3	0,5
15	Turquie	18,2	74,9	242,8	1,0	1,0
Sous-total top 15		**1 432,7**	**3 909,3**		**81,7**	**54,6**
Monde		**1 753,1**	**7 162,0**	**244,8**	**100,0**	**100,0**

Sources : dépenses militaires: SIPRI ; population : Eurostat (pour les pays de l'UE), UNFPA État de la population mondiale 2013 (pour tous les autres pays)

Le **tableau 2** donne le classement des 15 pays aux dépenses militaires les plus élevées, aux prix courants de 2012. Les États-Unis, égalisant quasiment le total des 11 pays qui les suivent, pèsent à eux seuls 38,9% du total mondial. Ils sont suivis par la Chine (9,5% du total mondial), la Russie (5,2%), le Royaume-Uni (3,5%) et le Japon (3,4%). Ces cinq premiers pays totalisent ensemble 60% des dépenses mondiales, alors que leur population ne représente que 27,7% de la population du globe.

Les 15 premiers pays aux budgets de défense les plus dépensiers totalisent 81,7% des dépenses mondiales, pour une population correspondant à un peu plus de la moitié (53,3%) de la population mondiale.

En ce qui concerne les dépenses militaires par habitant, on trouve l'Inde au bas de ce Top 15, avec des dépenses militaires d'environ 36,8 USD par habitant, et au sommet de la liste, les États-Unis, avec 2 132 USD par citoyen en 2012. Deux autres pays ont dépensé plus de 1000 USD par habitant en 2012 : l'Arabie saoudite (1 969,6 USD) et l'Australie (1 122,7 USD).

Les dépenses militaires, par habitant ou en pourcentage du PIB, pour l'ensemble des pays de l'Union européenne peuvent être comparées, en 2011, en euros cette fois, dans les deux dernières colonnes du tableau de l'**annexe 2**. En moyenne, pour les 27 pays membres de l'UE, les dépenses militaires représentaient 417 euros par habitant et 1,66% du PIB en 2012. La médiane des dépenses militaires de l'UE en pourcentage du PIB s'établit à 1,29% (c'est donc l'Allemagne qui correspond au deuxième quartile).

2.4. Variation des dépenses militaires et impact capacitaire

Il est pertinent de s'interroger sur la relation entre la variation des dépenses militaires et le niveau capacitaire des forces armées. Les capacités opérationnelles sont-elles mécaniquement diminuées par la réduction des dépenses militaires ? Face à la nécessité de réduire les budgets de la défense, l'idée de mutualisation des capacités émerge lentement, tant en Europe qu'aux États-Unis. Le redéploiement stratégique de l'UE, de l'OTAN et des États-Unis doit désormais prendre en compte l'environnement économique consécutif à la crise financière de 2008 et renforcer à un moindre coût les capacités de défense des différents pays.

Le programme du *Pooling and Sharing* européen illustre cette idée de mutualisation des capacités militaires entre États membres, visant à réduire les budgets tout en augmentant les rendements grâce à la coopération entre États membres. L'équivalent de ce concept au sein de l'OTAN est appelé *smart defence*. Aux États-Unis, la nouvelle doctrine de défense de 2012 estime que les dépenses militaires peuvent être réduites de 15% sur la période 2012-2021, sans que les capacités de défense n'en soient pour autant affectées[27].

Inversement, le cas du Mexique illustre une situation où une augmentation des budgets consacrés à la sécurité ne s'accompagne pas nécessairement d'une amélioration des capacités. En Colombie et au Mexique, qui ont procédé à des investissements massifs dans leurs forces de sécurité en 2012, on observe pourtant une poursuite de l'aggravation de la violence et de la criminalité internes. Le Mexique a augmenté ses dépenses militaires de 60% entre 2006 et 2012, mais la violence interne n'a cessé d'augmenter. Certains analystes évoquent même la possibilité que le Mexique soit sur le point de devenir un État failli (*failed state*), tant il est affecté par la violence liée aux narcotrafiquants. L'augmentation des budgets alloués aux forces de sécurité ne parait donc pas être à elle seule une solution efficace pour ce pays.

D'après les sources et les méthodes du SIPRI, si les dépenses militaires ont certes un effet sur les capacités militaires, il convient également de prendre en compte d'autres facteurs en jeu comme l'équilibre entre le personnel et l'équipement, le niveau technologique, l'état des réparations et de l'entretien de l'équipement militaire ainsi que l'environnement sécuritaire global dans lequel les forces armées sont déployées[28].

27. SIPRI Yearbook 2012, p. 163.

28. SIPRI Yearbook 2023, p. 200.

3. LA PRODUCTION D'ARMEMENT DANS LE MONDE

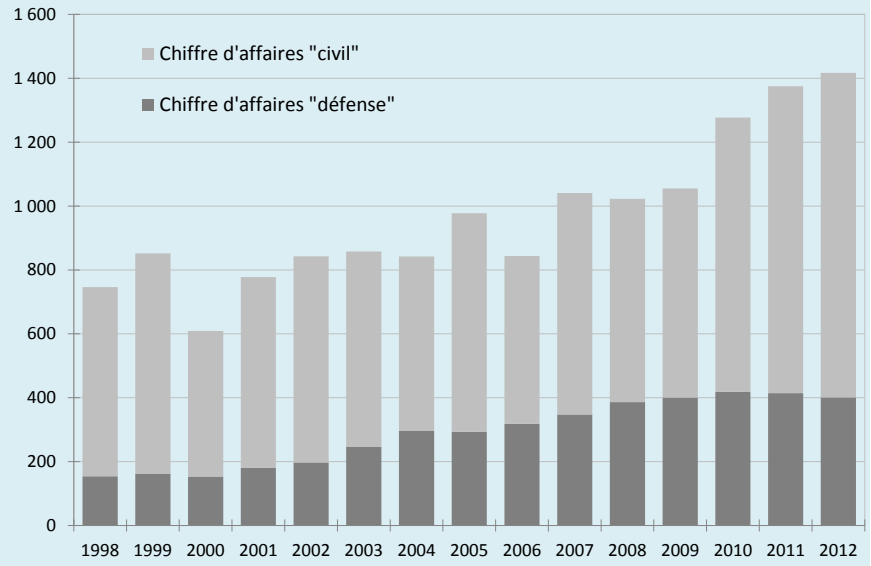
3.1. Un chiffre d'affaires en recul en 2012

En 2012, les 100 principales entreprises productrices d'armement dans le monde ont affiché globalement un chiffre d'affaires de 401,2 milliards USD réalisés dans les contrats d'armement (sur un chiffre d'affaires total de 1 417 milliards USD) (**graphique 3**). Ce chiffre d'affaires réalisé dans l'armement est en recul de 3,27% par rapport à celui de 2011. C'est la deuxième année consécutive de baisse (-4,39% depuis 2010), qui fait cependant suite à une hausse continue de l'ordre de +63% entre 1998 et 2010.

GRAPHIQUE 3

CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL, « CIVIL » ET « DÉFENSE » DES 100 PRINCIPAUX PRODUCTEURS D'ARMEMENTS

(en milliards de dollars de 2012)



Source : GRIP, sur la base de *Defense News*

Le Top 100 de l'année 2012 compte 42 firmes américaines, 24 de l'Union européenne et 34 sociétés établies dans le reste du monde (y compris les pays européens non membres de l'UE). En 2011, cette répartition était de respectivement 45, 25, 30. On remarque en effet, depuis plusieurs années, un recul régulier du nombre de firmes américaines ou européennes, et une montée en puissance d'acteurs établis ailleurs dans le monde, principalement dans les pays dits « émergents ».

La liste complète des entreprises du Top 100 pour 2012 est mise à disposition en **annexe 3**. L'ensemble des données pour la période 1998 à 2012 est également disponible dans la rubrique « Chiffres clés » sur le site Internet du GRIP à la page http://www.grip.org/fr/node/542.

Certaines firmes sont actives quasi exclusivement sur les marchés militaires (notamment les plus importantes d'entre elles, telles que Lockheed Martin, BAE Systems, Northrop Grumman ou Raytheon, qui réalisent autour de 90 % de leur chiffre d'affaires dans l'armement), tandis que d'autres sont plus largement diversifiées. En moyenne, 28,3% du chiffre d'affaires global des firmes du Top 100 étaient dépendants des marchés de l'armement en 2013. Ce taux de dépendance du chiffre d'affaires à l'égard de l'armement se réduit pour la troisième année consécutive, après avoir connu une croissance régulière depuis 1998, année où il s'établissait à seulement 20,6%.

L'évolution du Top 100 des firmes de l'armement se caractérise par un processus de concentration très important et par une forte domination des groupes américains. Les 10 premières firmes du Top 100 (**tableau 3**) ont généré en 2012 un chiffre d'affaires « armement » de 218 milliards de dollars, ce qui représentait 53,9% du chiffre d'affaires

TABLEAU 3

LES 10 PRINCIPAUX PRODUCTEURS D'ARMEMENT EN 2012

(chiffre d'affaires en millions de dollars de 2012)

Rang 2012	Entreprise	Pays	CA Défense	CA Total	CA Défense en % du CA Total	Rang 2011
1	Lockheed Martin	US	44 883,0	47 182,0	95,1	1
2	Boeing	US	31 378,0	81 698,0	38,4	4
3	BAE	UK	26 813,1	28 255,2	94,9	2
4	Raytheon	US	22 705,0	24 414,0	93,0	5
5	General Dynamics	US	21 023,0	31 513,0	66,7	6
6	Northrop Grumman	US	20 600,0	25 218,0	81,7	3
7	EADS	NL	14 913,0	72 636,4	20,5	7
8	Finmeccanica	I	12 528,7	22 135,5	56,6	8
9	United Technologies	US	12 117,0	57 700,0	21,0	9
10	L-3 Communications	US	10 839,0	13 146,0	82,5	10
		Total	217 799,8	403 898,1	53,9	

Source : GRIP, sur la base de *Defense News*

« armement » global du Top 100. Sept des dix principaux producteurs mondiaux sont américains. Les cinq premiers groupes américains – dits les « Big Five » : Lockheed Martin, Boeing, Northrop Grumman, General Dynamics et Raytheon – ont totalisé un chiffre d'affaires « armement » de 141 milliards en 2012, ce qui représente 35% du chiffre d'affaires « armement » total du Top 100.

3.2. Nouvelles opportunités liées à l'élargissement des questions de sécurité nationale…

Ce recul du chiffre d'affaires du secteur de l'armement en 2012, pour la deuxième année consécutive, s'explique d'une part par la crise financière et les mesures de réductions des déficits publics – avec pour conséquence des réductions des dépenses militaires ainsi que quelques reports ou annulations de programmes d'équipements – mais aussi, d'autre part, l'évolution des conflits – en particulier les retraits d'Irak et d'Afghanistan – qui offraient jusqu'il y a peu des débouchés importants.

Les stratégies mises en œuvres par les entreprises pour rester compétitives sont diverses. Certaines poursuivent une stratégie d'acquisition et de spécialisation sur les métiers militaires. D'autres établissent de nouvelles filiales à l'étranger, en particulier dans les pays qui semblent avoir encore un important potentiel de croissance en termes de dépenses militaires, et notamment les puissances émergentes du groupe des « BRIICS » (Brésil, Russie, Inde, Indonésie, Chine et Afrique du Sud).

Cependant, si certaines firmes poursuivent une politique de consolidation visant à accroître la spécialisation sur les marchés traditionnels de la défense, les fusions et acquisitions enregistrées récemment traduisent un élargissement des périmètres d'activités vers des secteurs adjacents dont les applications sont duales, civiles et militaires. Ces acquisitions expriment l'ambition des leaders du secteur de s'implanter solidement sur les nouveaux marchés ouverts par les enjeux de sécurité nationale tels que la cybersécurité[29], la protection des infrastructures stratégiques, la sécurisation des flux industriels ou la surveillance des frontières, un domaine sur la voie d'une réelle « militarisation » impliquant notamment le recours à des drones d'origine militaire.

29. Voir la contribution de Vincent Boulanin, « Cybersecurity and the arms industry », dans le SIPRI Yearbook 2013, p. 218.

Si, au sein de l'Union européenne, les budgets liés à ces nouveaux enjeux ne sont pas encore de nature à compenser la contraction des budgets militaires, ils sont cependant en croissance et l'objet d'une attention nouvelle. Le nouveau programme « Horizon 2020 » pour la recherche et l'innovation de l'UE prévoit en effet, sur un budget total de 77,6 milliards d'euros destinés à la recherche non nucléaire, une enveloppe de 3,8 milliards d'euros pour le domaine de la « sécurité » sous le titre « *secure societies* ».

3.3. … et anticipations positives des marchés financiers

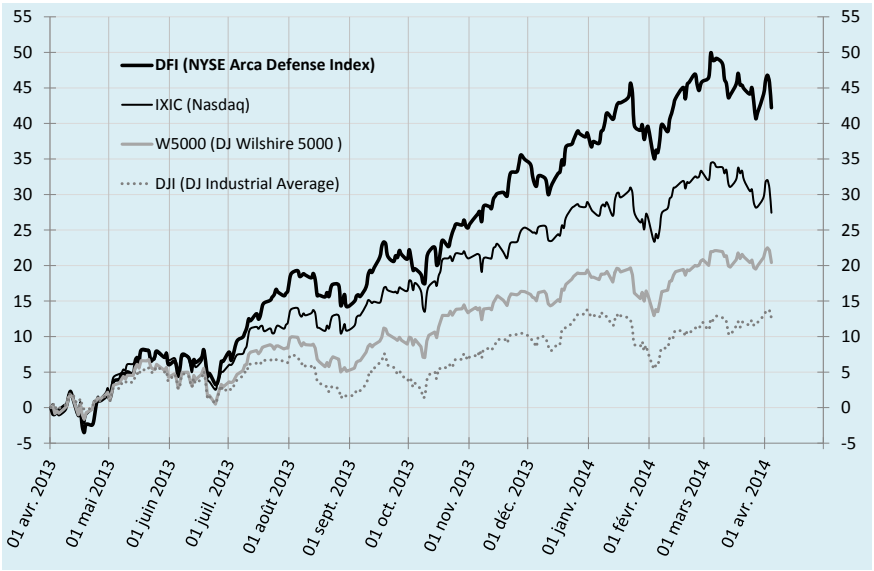
Les éditions antérieures du *Compendium* ont montré que les marchés financiers semblaient considérer le secteur de l'armement comme une valeur de long terme, voire même une valeur refuge, lorsque s'effondraient d'autres pans de l'économie[30].

Ce phénomène a été illustré en comparant, depuis les années 1990, les indices boursiers sectoriels de l'industrie de l'armement (*NYSE Arca Defense Index* pour les industries cotées du secteur de l'armement aux États-Unis et *STOXX Europe TMI Aerospace & Defense* comme équivalent européen) aux indices généraux des marchés (Dow Jones, Nasdaq, STOXX50, etc.)[31]. Ces comparaisons démontraient que, dopées par un enchainement d'effets d'aubaine – krach de la nouvelle économie au printemps 2000, attentats du 11 septembre 2001, guerre en Irak en 2003 – les valeurs de l'armement avaient entamé le 21ème siècle dans l'euphorie.

Si la panique financière de l'automne 2008 a stoppé net l'envolée de la cotation des valeurs de l'armement, le secteur n'a pas pour autant connu la même débâcle que le reste de l'économie. Très rapidement après le choc de l'automne 2008, les valeurs de l'armement ont recommencé à montrer une tendance très nette à surperformer les indices généraux, tant aux États-Unis qu'en Europe.

GRAPHIQUE 4

VALORISATION BOURSIÈRE DE L'ARMEMENT AUX ÉTATS-UNIS, 1 YTD (1ER AVRIL 2013 – 4 AVRIL 2014)



Source : GRIP, sur la base des cours historiques *Thomson-Reuters*

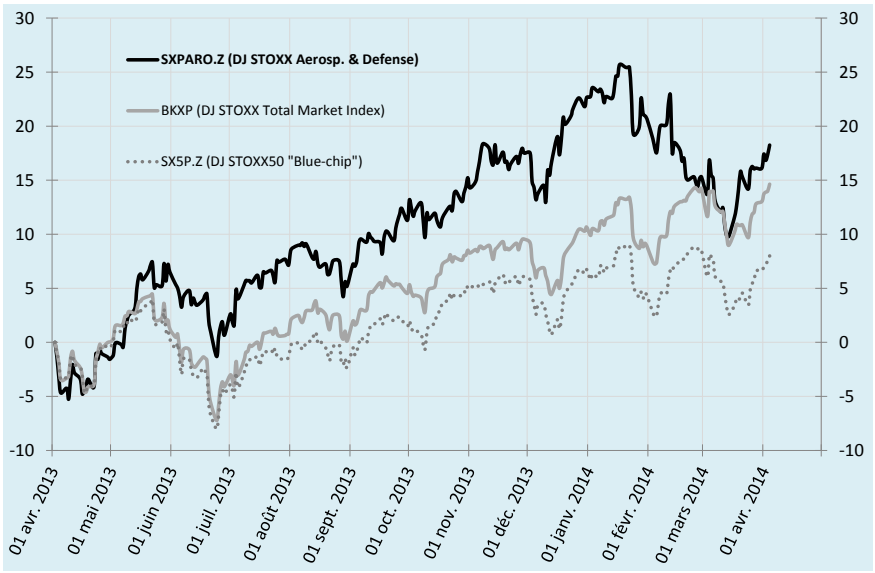
30. Les commentaires de cette section ne peuvent, bien entendu, en aucune façon être interprétés comme des conseils en investissements.

31. Les performances du secteur de l'armement peuvent être mesurées par des indices boursiers spécifiques : le New York Stock Exchange Arca Defense Index (DFI) composé de 14 firmes parmi les plus représentatives de l'industrie de l'armement aux États-Unis, et son équivalent européen Dow Jones STOXX TMI Aerospace & Defense (SXPARO.Z), coté à Zurich, et composé de 15 valeurs parmi les plus représentatives de l'industrie de l'armement européenne. L'évolution de ces indices spécifiques peut être comparée à celle des indices généraux des marchés. Dans cette analyse, l'indice de l'armement européen SXPARO.Z sera comparé au Dow Jones STOXX50 (SX5P.Z, reflétant 50 valeurs de premier ordre européennes, ou « blue-chip ») et à l'indice total du marché Dow Jones STOXX Total Market Index (BKXP). De façon similaire, l'indice américain DFI sera comparé au

Cette tendance s'est confirmée au cours des douze derniers mois (1er avril 2013 – 4 avril 2014). Aux États-Unis, le 4 avril 2014, le secteur de l'armement (indice DFI) affichait une plus-value de 42,2% par rapport au 1er avril 2013, tandis que les trois indices généraux se satisfaisaient de gains compris entre 12,6 et 27,4%. En Europe, l'indice armement (indice SXPARO.Z) surperforme distinctement les deux indices généraux de référence : l'armement a offert une plus-value de 18,25% sur la période considérée, tandis que le STOXX50 et l'indice total du marché européen ne dépassent pas, respectivement, 8 et 14,6%.

GRAPHIQUE 5

VALORISATION BOURSIÈRE DE L'ARMEMENT EN EUROPE, 1 YTD (1ER AVRIL 2013 – 4 AVRIL 2014)



Source : GRIP, sur la base des cours historiques *Thomson-Reuters*

Comme il est souligné dans les éditions précédentes du *Compendium*, il serait imprudent de tirer de ces observations des conclusions définitives. De nombreux facteurs concourent probablement pour expliquer cette surperformance apparente du secteur de l'armement, en particulier pour le cas européen dans la mesure où l'indice sectoriel européen SXPARO.Z est composé de firmes plus diversifiées – notamment dans le secteur aéronautique – et moins largement dépendantes de l'armement que leurs homologues américaines.

Nous pouvons cependant maintenir l'hypothèse, proposée dans le *Compendium 2013*, selon laquelle les « marchés » sont en train d'internaliser dans leur comportement l'inéluctabilité d'une relance rapide de la croissance du secteur de l'armement. Ce comportement ne repose pas sur un mimétisme autoréférentiel comme on a pu le connaitre dans les années 1990 autour des valeurs technologiques du Nasdaq avec pour conséquence, rappelons-le, l'éclatement de la bulle au printemps 2000. Il repose au contraire sur des fondamentaux bien réels tels que la pérennité de la fonction militaire, une croissance soutenue des dépenses militaires dans les économies émergentes (et singulièrement en Asie), ainsi que les signaux positifs relatifs à l'élargissement des marchés de la sécurité nationale, de la cybersécurité, de la surveillance des frontières, de la protection des infrastructures, etc. Et ce, tant aux États-Unis que dans l'Union européenne, comme le démontrent les budgets réservés à ces questions par le nouveau programme européen « Horizon 2020 ».

Dow Jones Industrial Average (DJIA, 30 « bluechips » américaines), au Dow Jones Wilshire 5000 (DWC, indice total du marché américain), ainsi qu'à l'indice des valeurs technologiques Nasdaq (IXIC).

4. LES TRANSFERTS INTERNATIONAUX D'ARMEMENTS CONVENTIONNELS

4.1. Tendances générales

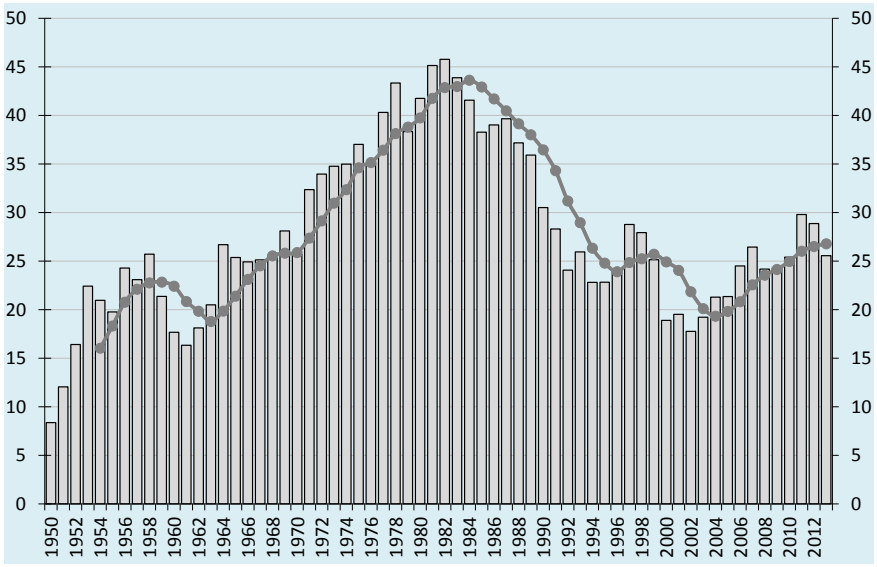
Selon le SIPRI, l'indicateur de tendance (TIV) des transferts d'armes internationaux s'établit à 25,6 en 2013, soit une baisse de 11,5% par rapport au TIV de 2012, estimé à 28,9. En raison de la nature cyclique ou pluriannuelle des marchés de l'armement, une comparaison sur base annuelle est cependant peu pertinente. Afin de lisser les fluctuations annuelles qui peuvent s'avérer importantes, l'appréciation des tendances se fait généralement sur la base de moyennes mobiles quinquennales. La moyenne annuelle de la période 2009-2013 (26,8) est en hausse de 13,7% par rapport à la moyenne des années 2004-2008 (23,5) (**graphique 6**).

Hormis un creux observable au début des années 1960, les transferts internationaux d'armements ont connu une hausse continue jusqu'en 1982, année qui constitue un sommet historique portant le TIV à 45,7. Ils ont ensuite diminué de moitié au cours de la période 1983-1995, qui sera suivie par une période de recrudescence modérée jusqu'en 1997. Cette évolution du milieu des années 1990 est attribuable en grande partie aux livraisons massives d'armements effectuées par les États-Unis, aux pays de la coalition engagée dans le premier conflit du golfe Persique en 1990-1991. Cette tendance se poursuivra les années suivantes avec le rééquipement important des pays du Golfe, ainsi qu'avec une demande soutenue de pays d'Asie de l'Est et plus tard de l'Amérique du Sud, qui modernisent leurs armements. Les transferts d'armements conventionnels ont ensuite recommencé à décroître dès 1998, jusqu'à atteindre leur niveau le plus bas en 2002.

GRAPHIQUE 6

TENDANCE DES TRANSFERTS INTERNATIONAUX D'ARMEMENTS CONVENTIONNELS, 1950-2013

(indicateur de tendance, TIV)



Source : Traitement GRIP, sur la base de SIPRI Arms Transfers Database

Note : L'histogramme représente les valeurs annuelles du TIV. La courbe représente les moyennes mobiles quinquennales des TIV annuels. La moyenne est pointée à la dernière année de la période de cinq ans, par exemple : l'abscisse 1980 correspond à la moyenne de la période 1976-1980, l'abscisse 2013 correspond à la moyenne 2009-2013, etc.

L'indicateur de tendance de longue période, basé sur des moyennes mobiles établies sur des périodes de cinq ans (courbe du **graphique 6**), indique un point d'inflexion très net en 2004, qui pourrait être le signe d'une nouvelle phase haussière. Le **graphique 6** illustre l'évolution des transferts

d'armements conventionnels depuis 1050. Bien que toujours en très légère hausse, la dernière moyenne quinquennale (2009-2013) ne représente qu'un peu plus de 50% du niveau constaté au début des années 1980. L'année 2012 est comparable au niveau observé au début des années 1970 ou à celui des années 1990. Il faut cependant garder à l'esprit que les avancées de ces vingt dernières années en matière de contrôles des exportations d'armes – renforcement des législations nationales, Registre des armes conventionnelles des Nations unies en 1992, Arrangement de Wassenaar en 1996, Code de conduite de l'Union européenne en 1998 (adopté en Position commune juridiquement contraignante en décembre 2008), négociations en vue de l'adoption d'un traité international sur le commerce des armes (TCA), etc. – ont permis d'accroitre considérablement la fiabilité des informations disponibles. En revanche, plus on remonte dans le temps, plus les données doivent être maniées avec précaution et réserve.

4.2. Principaux importateurs et exportateurs

L'essentiel du marché des armements conventionnels se partage entre un nombre très restreint d'acteurs, tant du côté de l'offre que de la demande (**tableau 4**).

Les dix principaux exportateurs d'armes se partagent environ 88% du volume total d'exportation d'armes de la période décennale 2004-2013. Les cinq premiers représentent à eux seuls 75,5% de ce total. Le marché des armements conventionnels est donc concentré sur un nombre très restreint d'acteurs, comme le **tableau 4** permet de le constater. Les deux premiers exportateurs dominent à eux seuls plus de 55% des transferts : ce sont les États-Unis (29,5%) et la Russie (25,7%). Les huit suivants ont des parts de marché inférieures à 10%. Ce sont, dans l'ordre, l'Allemagne (8,1%), la France (7,0%), le Royaume-Uni (4,3%), la Chine (3,9%), l'Italie (2,5%), l'Espagne (2,5%), les Pays-Bas (2,4%) et l'Ukraine (2,2%). La position de la Chine, qui arrive en sixième dans le classement, s'inscrit dans un processus d'expansion de ses exportations d'armes, enclenché depuis 2007. Cette tendance est la manifestation de la place prépondérante occupée dorénavant par l'Asie dans le marché des armes conventionnelles. Le Japon, la Corée du Sud et Singapour se situent également dans cette dynamique de croissance de leurs exportations d'armements.

Cette concentration du marché de l'armement s'applique aussi du côté de la demande, mais de façon moins tranchée. Le Top 5 des principaux impor-

TABLEAU 4

LES 10 PLUS GRANDS EXPORTATEURS ET IMPORTATEURS D'ARMEMENTS CONVENTIONNELS, TOTAUX DE LA DÉCENNIE 2004-2013

(indicateur de tendance, TIV)

Total Monde 2004-2013		**251,68**		**Demande mondiale** (2004-2013)		**251,68**	
1	États-Unis	74,23	29,5%	1	Inde	27,37	10,9%
2	Russie	64,66	25,7%	2	Chine	19,96	7,9%
3	Allemagne	20,42	8,1%	3	Émirats Arabes Unis	12,84	5,1%
4	France	17,56	7,0%	4	Corée du Sud	11,58	4,6%
5	Royaume Uni	10,74	4,3%	5	Pakistan	9,36	3,7%
6	Chine	9,75	3,9%	6	États-Unis	8,57	3,4%
7	Italie	6,19	2,5%	7	Australie	7,78	3,1%
8	Espagne	6,19	2,5%	8	Arabie Saoudite	7,29	2,9%
9	Pays-Bas	6,04	2,4%	9	Turquie	7,16	2,8%
10	Ukraine	5,54	2,2%	10	Singapour	6,96	2,8%
Part des 10 plus grands exportateurs dans les transferts mondiaux			**87,9%**	**Part des 10 plus grands importateurs dans les transferts mondiaux**			**47,2%**

Source : Traitement GRIP, sur la base de SIPRI Arms Transfers Database

tateurs d'armes conventionnelles est constitué, dans l'ordre, de l'Inde, la Chine, les Émirats arabes unis, la Corée du Sud et le Pakistan. Ces cinq importateurs, principalement asiatiques, représentent à eux seuls 32% de l'ensemble des importations d'armes pour la période 2004-2013. Les dix premiers importateurs constituent 47,2% du total des transferts d'armements conventionnels au cours de la décennie 2004-2013. L'Inde, en tête du classement, pèse pour 10,9% du total. Elle est suivie par la Chine (7,9%), les Émirats arabes unis (5,1%), la Corée du Sud (4,6%), le Pakistan (3,7%), les États-Unis (3,4%), l'Australie (3,1%), l'Arabie saoudite (2,9%), la Turquie (2,8%) et Singapour (2,8%). Il est à souligner que quatre des dix pays de ce classement sont situés sur le continent asiatique et trois autres dans la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord).

4.3. Analyse régionale

Le **graphique 7** illustre la répartition du commerce mondial des armements conventionnels entre les trois principaux acteurs : l'Union européenne[32], la Russie et les États-Unis, la quatrième série représentant l'ensemble des autres pays. Les principales évolutions par région sont décrites ci-dessous.

États-Unis

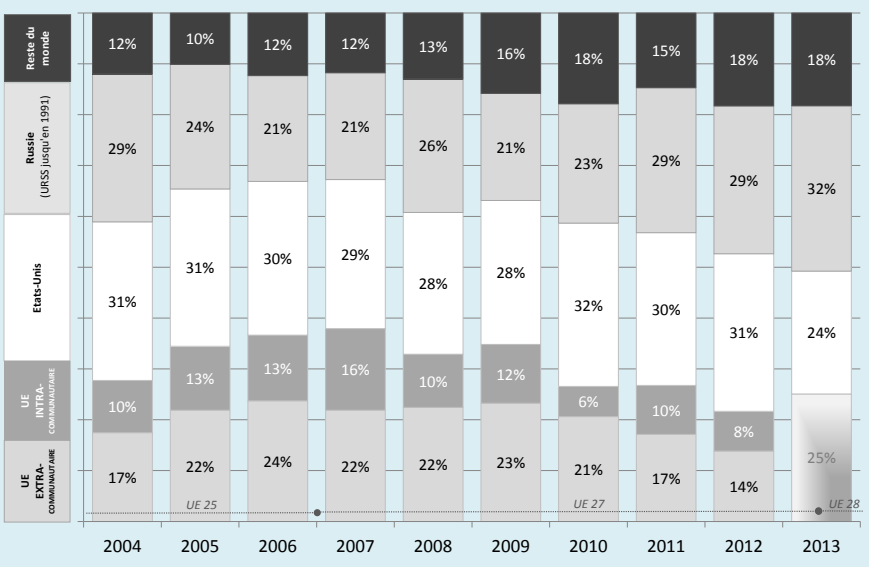
Bien que premier exportateur mondial sur longue période (voir section précédente et **tableau 4**), les **États-Unis** se font, en 2013 et pour la première fois depuis 2004, ravir cette première place par la Russie. Pour l'année 2013, les exportations américaines représentaient à 24% du marché mondial, la Russie arrivant en tête avec 32%. Les exportations d'armes américaines sont concentrées sur les avions de combat, qui ont constitués 62% du type de matériel exporté par les États-Unis entre 2008 et 2012.

Les principales régions bénéficiaires des exportations américaines restent la zone Asie-Océanie, le Moyen-Orient et l'Europe, représentant

GRAPHIQUE 7

TRANSFERTS INTERNATIONAUX D'ARMEMENTS CONVENTIONNELS, UNION EUROPÉENNE, ÉTATS-UNIS ET RUSSIE, 2004-2013

(en % du total mondial)



Source : Traitement GRIP, sur la base de SIPRI Arms Transfers Database

32. Il y a lieu de faire la distinction entre les transferts intracommunautaires et les exportations d'armes des États membres hors des frontières de l'UE. Les données disponibles dans les rapports du COARM ne permettent pas de faire cette distinction pour les années antérieures à 2004. De même, les dernières données du COARM disponibles se rapportant à l'année 2012, il n'est pas possible d'opérer la distinction intra/extracommunautaire pour l'année 2013.

respectivement 45%, 27% et 18% du total des exportations américaines en 2012. La Corée du Sud demeure le plus gros acheteur d'armements américains avec 12% d'importations, suivi par l'Australie (10%), les Émirats arabes unis (7%), Singapour (6%) et le Pakistan (5%).Il faut noter que sur les cinq premiers importateurs d'armements américains, quatre proviennent de la région Asie-Océanie. L'Inde apparait toujours comme le partenaire stratégique de la région. En 2012, 22 hélicoptères de combat AH-64E lui ont été livrés, ainsi que 15 hélicoptères de transport lourds CH-47F. L'Inde a également commandé, sur la même année, 145 obusiers M-777 155mm et 6 avions de transport C-130J. Un premier avion de lutte anti-sous-marine P-81, sur une commande totale de 12, lui été livré fin 2012.

Les États-Unis se sont recentrés sur la région Asie-Océanie au détriment du Moyen-Orient qui perd sa position de premier destinataire.

Le Moyen-Orient importe, entre 2008 et 2012, 14% d'armement conventionnel américain de moins que pendant la période 2003-2007. Ceci étant, la région du Moyen-Orient continue d'occuper une place stratégique pour les exportations d'armes américaines vers les États du Golfe, notamment des missiles et systèmes de défense aérienne, en raison de la perception d'une menace iranienne.

Par ailleurs, au lendemain du retrait des troupes américaines des sols afghans et irakiens, la demande en armement pour l'équipement des forces locales se fait croissante. Ainsi, l'Afghanistan et l'Irak reçoivent chacun 4% des exportations totales d'armement américain entre 2008 et 2012 afin de mener leurs opérations de contre-insurrection. Les exportations vers l'Afghanistan comprennent principalement 12 000 véhicules blindés légers neufs et de seconde main. L'Irak a reçu de nombreux tanks à la fois neufs et de seconde-main, des véhicules blindés, de l'artillerie. Une livraison de 36 F-16 est également prévue pour la période 2014-2018.

En 2012, le Koweït a confirmé son projet d'achat de quatre systèmes américains de missiles sol-air Patriot. Les exportations américaines pour les Émirats arabes unis comprenaient 48 missiles supplémentaires après une première livraison de deux systèmes THAAD effectuée en 2011. Le Qatar a effectué une commande de deux systèmes THAAD en plus d'un grand nombre de missiles, notamment la dernière génération de missiles Patriot PAC-3 (Patriot Advanced Capability-3).

Face aux coupes budgétaires mises en place par le gouvernement américain qui prévoit notamment la baisse des dépenses militaires, les États-Unis entendent favoriser leur politique d'exportation d'armements. Toutefois, cette vision stratégique d'exportation qui vise à réduire à terme l'envoi de troupes au sol, exclut généralement le transfert de technologies, auquel les États-Unis restent très réticents.

Russie

La **Russie**, deuxième exportateur d'armement conventionnel pour la décennie écoulée, se hisse en 2013, pour la première fois depuis 2004, au premier rang avec 32% des parts de marché, devant les États-Unis.

Avec 65% d'importations d'armements russes, la région Asie et Océanie est la première destination des armes russes, suivie de l'Afrique et du Moyen-Orient. Les principales destinations en 2013 sont dans l'ordre décroissant : l'Inde (35%), la Chine (14%), l'Algérie (14%), le Vietnam (6%) et le Venezuela (5%). L'Inde demeure le premier client des armes russes, malgré les retards de livraison à répétition et la compétition effrénée des marchés d'armement israéliens, états-uniens et européens. Ainsi, en décembre 2012, l'Inde a confirmé la signature du contrat concernant la livraison de 71

hélicoptères Mi-17-V (estimés à une valeur de 1,3 milliards USD), ainsi que de 42 avions de combat Su-30MKI (estimés à une valeur de 1,6 milliards USD) qui seront livrés entre 2017 et 2018.

Malgré la volonté marquée par la Chine de réduire sa dépendance vis-à-vis des technologies et capacités extérieures, la relation qu'entretient la Russie avec la Chine en matière de transferts d'armes semble se consolider en 2012. La Russie et la Chine ont négocié un contrat prévoyant l'acquisition de 24 avions de combat Su-35 en provenance de la Russie.

Les transferts d'armes à destination de l'Asie du Sud-Est sont estimés à 12% de la valeur totale des exportations russes sur la période 2008-2012. Au total, la Russie aurait transféré 37 avions de combats Su-30MK et Su-27S, ainsi qu'un grand nombre de missiles à l'Indonésie, à la Malaisie et au Vietnam.

Par ailleurs, la Russie se positionne également en Asie centrale et s'est engagée à apporter une aide militaire au Kirghizstan (1,1 milliards USD consacrés aux ALPC, aux véhicules blindés, aux hélicoptères et à l'entraînement militaire) et au Tadjikistan (200 millions USD consacrés à la rénovation des systèmes de défense aérienne).

Les effets du printemps arabe sur les politiques d'exportation de la Russie ont été limités. En effet, la Russie a continué d'exporter des armes en Égypte, à la Lybie, à la Syrie et au Yémen, et ce malgré les preuves d'utilisation de ces armes (conventionnelles et ALPC) contre les civils. Toutefois, l'embargo des Nations unies envers la Libye aurait tout de même entrainé pour la Russie une perte de marchés estimée à 4 milliards USD[33].

Union européenne

Six États membres de l'UE (Allemagne, France, Royaume-Uni, Espagne, Italie et Pays-Bas) figurent parmi les dix plus grands exportateurs d'armes dans le monde sur la période 2009-2013.

La part de l'Union européenne dans les exportations mondiales d'armes conventionnelles s'établit en moyenne à 30% du total mondial pour la période 2004-2013. Elle a atteint jusqu'à 38% en 2007 mais se replie à 25% en 2013.

Le **graphique 7** est élaboré en faisant varier le contenu de la série « Union européenne » au gré de la construction européenne. Avant 2004, l'Union européenne ne comptait encore que 15 pays. Dix nouveaux membres s'ajoutent à partir de l'abscisse 2004 (Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovénie), tandis que la Bulgarie et la Roumanie porteront le nombre d'États membres à 27 à partir de 2007. La Croatie est le 28e membre depuis le 1er juillet 2013.

L'élargissement de l'Union européenne est donc une première explication à la croissance de la part de l'UE dans le commerce mondial des armes, portion qui a progressé de 18 % en 1987 à 38 % en 2007. S'il est bien compréhensible que l'intégration de nouveaux membres disposant d'une importante base industrielle de production d'armement, notamment la Pologne et la République tchèque, a sensiblement renforcé la position de l'Union européenne sur le marché mondial des armements, il ne s'agit cependant pas de la seule explication.

33. Bromley, M. et Wezeman, P. D., « Policies on exports of arms to states affected by the Arab Spring », SIPRI Yearbook 2012.

En effet, les transferts d'armes des pays de l'UE étant toujours soumis à un régime national de licences, une partie importante des transferts attribués à l'UE ne traduit pas seulement les exportations de l'UE vers le reste du monde, mais inclut aussi tous les transferts intracommunautaires, c'est-à-dire entre pays de l'UE. Selon le quinzième rapport annuel[34] du groupe COARM de l'UE, établi en application de l'article 8 de la Position commune de l'UE en matière d'exportation d'armements[35], 36 % de la valeur des licences européennes d'exportations d'armements accordées en 2012 concernaient en réalité des transferts intracommunautaires. Déduction faite de ces transferts intracommunautaires, on peut estimer que les transferts européens nets vers le reste du monde ont représenté environ 14 % du total mondial en 2012. Ce résultat traduit, par rapport aux cinq années précédentes, un net recul de l'Union européenne dans le commerce mondial des armes, un repli dont ont clairement bénéficié les États-Unis et la Russie.

TABLEAU 5

LES LICENCES D'EXPORTATIONS ACCORDÉES PAR LES PAYS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE DE 2010 À 2012, PAR RÉGIONS

(en euros ou en pourcentage du total)

	2010		2011		2012	
	13ème rapport - 2011/C 282/01		14ème rapport - 2012/C 386/01		15ème rapport - 2014/C 18/01	
	euros	% du total	euros	% du total	euros	% du total
Europe	**10 746 068 164**	**26,7%**	**16 332 578 352**	**40,6%**	**14 651 275 310**	**36,4%**
Union européenne	8 999 955 725	22,4%	14 495 194 516	36,0%	12 525 271 985	31,1%
Autres pays européens	1 746 112 439	4,3%	1 837 383 836	4,6%	2 126 003 325	5,3%
Amérique	**6 059 174 662**	**15,1%**	**4 962 700 456**	**12,3%**	**6 523 268 188**	**16,2%**
Amérique du Nord	3 919 068 279	9,7%	3 588 434 001	8,9%	3 832 184 020	9,5%
Amérique centrale et Caraïbes	514 112 455	1,3%	660 249 564	1,6%	458 381 524	1,1%
Amérique du Sud	1 625 993 928	4,0%	714 016 891	1,8%	2 232 702 644	5,5%
Asie	**4 783 897 754**	**11,9%**	**5 614 090 105**	**14,0%**	**5 263 167 191**	**13,1%**
Asie centrale	70 715 468	0,2%	516 991 683	1,3%	452 908 443	1,1%
Asie du Nord-Est	831 025 238	2,1%	854 489 616	2,1%	641 461 137	1,6%
Asie du Sud	1 941 795 377	4,8%	2 463 746 754	6,1%	2 159 419 122	5,4%
Asie du Sud-Est	1 940 361 671	4,8%	1 778 862 052	4,4%	2 009 378 489	5,0%
Afrique	**1 980 386 206**	**4,9%**	**1 694 380 726**	**4,2%**	**1 658 819 752**	**4,1%**
Afrique du Nord	1 664 145 538	4,1%	1 200 899 300	3,0%	982 611 914	2,4%
Afrique subsaharienne	316 240 668	0,8%	493 481 426	1,2%	676 207 838	1,7%
Moyen-Orient	**6 660 200 074**	**16,6%**	**7 975 207 293**	**19,8%**	**9 722 911 877**	**24,2%**
Océanie	**1 493 160 649**	**3,7%**	**945 851 676**	**2,4%**	**1 454 679 378**	**3,6%**
Total	**31 722 887 509**	**100,0%**	**37 524 808 608**	**100,0%**	**39 274 121 696**	**100,0%**

Source : Rapports du COARM, disponibles sur le site du GRIP, < http://www.grip.org/fr/node/542 >

Entre les périodes 2003-2007 et 2008-2012, les importations ont diminué de 16% pour les pays d'Europe occidentale et de 49% pour les pays d'Europe centrale, une baisse

34. Disponible sur le site du GRIP : < http://www.grip.org/fr/node/542 >

35. Le 8 décembre 2008, le Conseil de l'Union européenne a transformé le Code de conduite en une « Position commune », le rendant ainsi juridiquement contraignant pour les 27 États membres. Le texte est disponible sur < http://data.grip.org/document.asp?code=200909111123 >.

qui s'explique principalement par la crise économique et les mesures d'austérité. En Europe occidentale, la baisse considérable des importations d'armes de la Grèce (déclin de 61% entre 2003-2007 et 2008-2012) et de l'Italie (déclin de 55% entre 2003-2007 et 2008-2012) compte pour beaucoup dans la diminution globale de la région. En effet, la Grèce est passée de 4e rang du plus grand importateur en 2011 au 12e rang du classement en 2013 ; l'Italie est passée de 16e en 2011 à 30e en 2013. En Europe centrale, les importations d'armement ont quasiment diminué de moitié entre 2004 et 2013, en raison de la diminution radicale des importations de la Hongrie, de la République tchèque et de la Roumanie (respectivement 93%, 83% et 63% de baisse)[36].

Malgré la ligne de conduite établie par l'UE en ce qui concerne les exportations vers le Moyen-Orient à la suite des printemps arabes, la région moyen-orientale demeure une destination de prédilection pour les transferts d'armes en provenance de l'UE. Les exportations d'armements conventionnels majeurs vers le Moyen-Orient constituent environ 11% des exportations françaises totales en armement et 31% des exportations britanniques totales en armement ces dix dernières années. Toutefois, à la suite des événements récents en Égypte et en Syrie en 2013, on s'attend à un impact significatif sur le niveau des exportations européennes dans cette région.

Angela Merkel a opté pour une nouvelle ligne de conduite en matière d'exportations d'armes qui remet en cause une politique allemande traditionnellement restrictive. La « doctrine Merkel » peut être définie comme une nouvelle politique étrangère axée sur les exportations d'armements de haute technologie plutôt que par des déploiements de troupes. La chancelière a multiplié les discussions secrètes et négociations en 2012 avec les pays du Golfe pour la conclusion de nouveaux contrats d'armement, s'attirant ainsi de nombreuses critiques des parlementaires et de la société civile.

France et Allemagne exportent surtout vers l'Arabie saoudite et le Qatar. En 2012, l'Arabie saoudite a commandé à la France 164 véhicules blindés Aravis, 1 000 obus guidés et 32 canons automoteurs CAESAR 155mm. Quant à l'Allemagne, des contrats sont en négociation avec l'Arabie saoudite concernant la livraison de 600 à 800 tanks Leopard-2A7 ainsi que plusieurs centaines de véhicules blindés Boxer. L'Allemagne a également prévu la vente de plus de 200 tanks Leopard-2A7 au Qatar[37].

Toutefois, la France apparait beaucoup moins restrictive que l'Allemagne en ce qui concerne la délivrance des licences d'exportations. Par exemple, deux contrats signés entre l'Arabie saoudite et la France pour la livraison de près de 350 blindés (d'une valeur de plusieurs centaines de millions d'euros) ont été bloqués par l'Allemagne, le gouvernement allemand refusant à son constructeur Mercedes l'octroi de licence pour la livraison de châssis en France, utiles à la construction de ces blindés destinés à Riyad[38].

Le Royaume-Uni se situe également dans cette dynamique de renforcement des liens contractuels avec les pays du Golfe et du Moyen-Orient pour les exportations d'armement. En novembre 2012, David Cameron a visité Oman, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis en vue d'accroitre les ventes d'armes aux pays du Golfe. L'Arabie saoudite a commandé 22 avions de combats Hawk-100 au Royaume-Uni en mai 2012. Oman a quant à lui signé un contrat pour la commande de 12 avions de

36. SIPRI Yearbook 2013, p. 265.

37. SIPRI Yearbook 2013, p. 252.

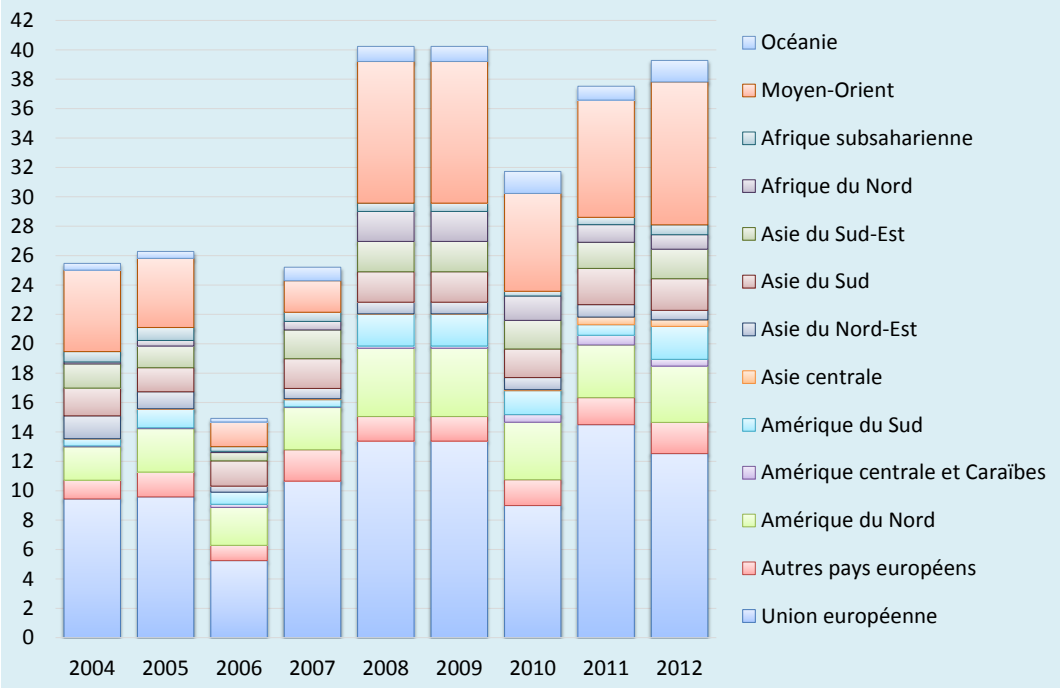
38. Ruello, A. et Lienhardt, C., « Berlin bloque deux gros contrats français en Arabie saoudite », *Les Échos*, 21 décembre 2012 ou SIPRI Yearbook 2013, p. 253.

combats Typhoon et 8 avions de combats Hawk-100 ; ces contrats accumulés s'élèvent à quelque 4 milliards de dollars[39].

GRAPHIQUE 8

LES LICENCES D'EXPORTATIONS ACCORDÉES PAR LES PAYS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE, DE 2004 À 2012, PAR RÉGIONS

(en milliards d'euros)



Source : Rapports du COARM, disponibles sur le site du GRIP, < http://www.grip.org/fr/node/542 >

Le reste du monde…

Les 28 États composant l'Union européenne, les États-Unis et la Russie se partagent environ 82% des exportations mondiales de l'armement. Les 18% restants se répartissent entre 163 pays[40]. Parmi ces derniers, seuls huit ont exporté des armements conventionnels pour plus d'une unité TIV sur la période 2004-2013 (sur un total mondial de 251,7 TIV pour cette décennie) : la Chine, l'Ukraine, Israël, la Suisse, le Canada, la Corée du Sud, l'Afrique du Sud et le Belarus (voir **annexe 4**). Ensemble, ils totalisent seulement 11% des exportations mondiales, ce qui démontre le caractère anecdotique des exportations des pays restants. Toutefois, il est à noter la part grandissante occupée par les pays asiatiques sur le marché de l'armement conventionnel.

La Chine émerge comme un pays concurrentiel pour les acteurs dominants (UE, Russie, États-Unis) sur le marché de l'armement. Elle parvient notamment à se maintenir en tête de la concurrence et à obtenir d'importants contrats avec des pays

39. SIPRI Yearbook 2013, p. 254.

40. 193 pays sont membres des Nations unies en 2012.

destinataires de grande envergure tels que, entre autres, l'Algérie et le Venezuela. 74% des exportations totales de la Chine en armement sont à destination de l'Asie et de l'Océanie ; 13% sont à destination de l'Afrique entre 2008 et 2012. Le Pakistan occupe 55% des parts d'exportation d'armement chinois et aurait reçu en 2012 environ 61 avions de combats JF-17. Le Pakistan demeure la destination principale des exportations d'armes chinoises, dans la mesure où de nombreux contrats sont en négociation entre les deux pays, prévoyant la livraison de nombreux autres JF-17, des sous-marins et des frégates F-22P. Le Myanmar est la deuxième destination principale des exportations chinoises (8%). Enfin, le Bangladesh reçoit 7% du total des exportations chinoises d'armements.

Les systèmes d'armes chinois demeurent toutefois de qualité inférieure et de technologies plus anciennes, à destination principalement de pays à faibles revenus tels que le Bangladesh, la Namibie, le Nigéria, le Sri Lanka, la Tanzanie et le Pakistan. Enfin, pour des raisons plus politiques qu'économiques, de nombreux pays (Inde, Japon, Corée du Sud, États-Unis ainsi qu'un nombre important de pays européens) se refusent à importer des armements de provenance chinoise[41].

D'autres pays asiatiques comme la Corée du Sud, le Japon et Singapour comptent également parmi les acteurs qui gagnent en importance. La Corée du Sud est ambitieuse et espère voir ses exportations d'armement augmenter ces prochaines années. Comme elle l'a récemment annoncé, elle compte faire de son industrie de l'armement l'une des axes principaux de sa croissance[42]. Bien que ses exportations d'armements comptent pour seulement 0,5% du volume total des exportations d'armes mondiales sur la période 2004-2013, le pays a conclu, selon des estimations officielles, des contrats passant d'une valeur de 144 millions de dollars en 2002 à 2,4 milliards de dollars en 2011. Quant au Japon, il a envisagé dès 2011 une politique d'assouplissement l'autorisant à vendre des armes et du matériel militaire à l'étranger. Le gouvernement de droite de Shinzo Abe a approuvé cette nouvelle doctrine en avril 2014, mettant fin à un interdit datant de 1967[43]. Ainsi, en facilitant le développement de ses capacités militaires et de ses exportations, le Japon met un frein à sa politique de contrôle des exportations d'armement. Étant donné la multiplication des récents contrats signés par le Japon et au vu de la qualité et de la diversité de son industrie de l'armement, on peut s'attendre à un accroissement des exportations japonaises et à un renversement de la tendance dans le classement des principaux exportateurs.

De plus, les principaux pays récipiendaires d'armements conventionnels appartiennent en grande partie à la région Asie et Océanie.

4.4. Valeur financière du commerce mondial des armements

Dans ses remarques méthodologiques, le SIPRI souligne que les indicateurs de tendance (TIV) n'ont pas été conçus pour mesurer le commerce des armes en termes monétaires et économiques. Selon le SIPRI, les pays qui produisent avec régularité des rapports officiels sur leurs transferts d'armes représentent plus de 90% de l'ensemble du commerce des armes. L'estimation de la valeur financière du commerce mondial des armements établie par le SIPRI consiste en l'addition des chiffres contenus dans les rapports nationaux officiels disponibles, pour autant que les pays concernés aient

41. SIPRI Yearbook 2013, p. 255.

42. Ibidem.

43. Voir une interview de Bruno Hellendorff, < http://www.grip.org/fr/node/1256 >

publié un rapport pour au moins cinq des neuf années de la période considérée, et seulement si le total annuel rapporté par le pays est supérieur à 5 millions de dollars. Cependant, il arrive que certains pays publient plusieurs rapports, tous « officiels » mais basés sur des sources ou des approches différentes : tantôt les chiffres du commerce extérieur, tantôt les données relatives aux licences accordées par les ministères compétents, ou encore les déclarations des entreprises. Dans ce cas, le SIPRI retient le total le plus bas.

Les données sont ensuite converties en années calendrier et en dollars aux prix et taux de change de 2011, avant d'être additionnées pour conduire à un total mondial. Selon ces calculs, le SIPRI estime la valeur financière du commerce mondial des armements à 43 milliards de dollars pour l'année 2011, ce qui représente environ 0,19% des échanges commerciaux mondiaux de biens et services, estimés à 22 276 milliards de dollars en 2011 selon le Fonds monétaire international[44]. Cette proportion était de 0,29% en 2007 et supérieure à 0,6% des exportations mondiales de biens et de services en 1998. Ces exportations constituent donc une part décroissante des échanges mondiaux de biens et services.

Cependant, le SIPRI souligne les limites inhérentes à l'obtention de ce résultat. Dans un premier temps, les limitations concernent la multiplicité des sources et des approches nationales dans la publication des rapports, comme évoqué ci-dessus. Dans un second temps, plusieurs États ne publient aucune information sur leurs « exportations d'armements », comme c'est le cas du Royaume-Uni, ou d'autres ne livrent aucune information ni sur leurs « exportations d'armements », ni sur leurs « licences d'exportations d'armements » ni sur leur « contrats d'exportations d'armements », à l'instar de la Chine[45]. Ainsi, le SIPRI estime que les 43 milliards de dollars représentant pour l'année 2011 la valeur financière du commerce mondial des armements sont certainement sous-évalués.

Malgré une méthodologie moins élaborée que celle du SIPRI et insuffisamment documentée, les données publiées chaque année par *Congressional Research Service* (CRS) aux États-Unis peuvent constituer une alternative pour une évaluation financière du commerce mondial des armements conventionnels[46]. Selon le CRS, les livraisons d'armements conventionnels, au niveau mondial, sont évaluées à 44,26 milliards de dollars en 2011 (dernière année disponible).

44. International Monetary Fund, *World Economic Outlook (WEO), Hopes, Realities, Risks*, avril 2013, p. 163, < http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2013/01/pdf/text.pdf >

45. SIPRI Yearbook 2013, p. 280.

46. Tous les rapports du CRS sont disponibles sur le site Internet du GRIP : < http://www.grip.org/fr/node/542#crs >

5. LES TRANSFERTS INTERNATIONAUX DES ARMES LÉGÈRES ET DE PETIT CALIBRE, DE LEURS PIÈCES DÉTACHÉES, COMPOSANTS, ACCESSOIRES ET MUNITIONS

Ce chapitre reprend, en grande partie, les informations présentées dans le Compendium 2013 sur l'étude réalisée par le Small Arms Survey sur une période de quatre ans allant de 2009 à 2012. Il s'agit à l'heure actuelle de l'étude la plus complète. Selon celle-ci, la valeur annuelle des transferts internationaux autorisés des armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions, est évaluée à 8,5 milliards USD[49]. Estimé à 2,31 milliards en 2000[50], le commerce annuel des armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées et munitions n'a cessé de croître au cours de la décennie écoulée. Cette section présente les caractéristiques, tendances et enjeux de ce commerce en distinguant les transferts d'armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, de leurs composants et accessoires et des munitions. Enfin, la dernière partie du chapitre présente l'évolution des tendances en matière de commerce international des ALPC en 2010 sur la base des données UNCOMTRADE, qui reste la seule source permettant aujourd'hui une comparaison dans le temps et entre pays.

QUE SONT LES ARMES LÉGÈRES ET DE PETIT CALIBRE ?

Il n'existe pas de définition des armes légères et de petit calibre faisant consensus et autorité. La définition de ces armes varie d'un texte diplomatique à l'autre et d'une instance à l'autre. Cependant, la typologie proposée par le Panel d'experts gouvernementaux des Nations unies sur les armes légères en 1997 est la plus souvent utilisée par les experts. Selon celle-ci, les armes légères et de petit calibre sont des armes d'un calibre inférieur à 100 millimètres qui peuvent tirer un projectile et qui peuvent être portées par un individu (pour les armes de petit calibre) ou par un petit nombre de personnes (pour les armes légères), auxquelles le Panel ajoute les explosifs et les munitions[47].

En 2006, le Secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, soulignait que ces « armes sont peut-être dites légères, mais elles peuvent être des armes de destruction massive »[48]. En effet, ce sont des armes relativement faciles à obtenir, à bas coût, simples à porter et à utiliser. Elles nécessitent peu d'entretien et de logistique, sont facilement dissimulables et, par conséquent, à détourner et trafiquer. Ces caractéristiques en font des armes de prédilection pour des acteurs aux profils divers (forces armées ou de police gouvernementales, mais également grande et petite criminalité, groupes armés non étatiques, civils, etc.).

47. Rapport du Groupe d'experts gouvernementaux sur les armes légères et de petit calibre, Nations unies, A/52/298, 5 novembre 1997, p. 11-12. http://www.poa-iss.org/CASAUpload/ELibrary/1997%20Panel%20Fr.pdf. Les termes utilisés par le Small Arms Survey diffèrent de ceux du Rapport du Groupe d'experts gouvernementaux sur les armes légères de 1997. Pour avoir accès aux définitions détaillées retenues par le Small Arms Survey, se reporter aux éditions successives de ses annuaires (disponibles au GRIP).

48. Les États doivent amender leurs lois pour appliquer le programme sur les armes légères et adopter une méthode de certification des utilisateurs finals, Déclaration de Kofi Annan, Secrétaire général des Nations unies, 26 juin 2006. http://www.un.org/News/fr-press/docs/2006/SGSM10537.doc.htm

49. Annuaire sur les armes légères 2012, Small Arms Survey, p. 241. Le Small Arms Survey a lancé, en 2009, une étude de grande envergure réalisée sur une période de quatre ans, pour estimer la valeur mondiale des transferts internationaux des armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions. Pour plus d'informations sur la méthodologie, se reporter aux éditions successives de ses annuaires (disponibles au GRIP).

50. Annuaire sur les armes légères 2009, Small Arms Survey, p. 7 et 11.

5.1. Les plus grands exportateurs et importateurs d'armes légères et de petit calibre

Les transferts internationaux autorisés des **armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions** sont concentrés dans les mains d'une vingtaine de pays. En effet, une poignée d'États réalisent 80% des exportations et importations mondiales de ce type d'armement. Les États-Unis, qui occupent la première place tant des exportations que des importations, dominent largement le marché des armes légères.

Les tableaux 1 et 2 présentent respectivement les plus importants exportateurs et importateurs d'armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions, répertoriés dans deux catégories : les exportateurs ou importateurs les plus importants, dont la valeur des transferts est évaluée entre 100 et plus de 500 millions de dollars, ainsi que les exportateurs et importateurs majeurs, dont la valeur des transferts est estimée entre 10 et 99 millions de dollars.

Les dix premiers exportateurs d'armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions, sur la période 2006-2009, sont, par ordre décroissant, les États-Unis, l'Italie, l'Allemagne, le Brésil, l'Autriche, la Suisse, la Belgique, le Japon, la Russie et la Corée du Sud. Ces dix États concentrent 70% des exportations mondiales.

TABLEAU 6

LES PLUS GRANDS EXPORTATEURS D'ARMES LÉGÈRES ET DE PETIT CALIBRE, DE LEURS PIÈCES DÉTACHÉES, ACCESSOIRES ET MUNITIONS SUR LA PÉRIODE 2006-2009

Catégorie des exportateurs	Valeur des exportations en millions de dollars	Pays
Les exportateurs les plus importants	+ 500	États-Unis
	100-499	Allemagne, Autriche, Belgique, Brésil, Corée du Sud, Italie, Japon, Russie, Suisse
Les exportateurs majeurs	50-99	Canada, Chine, Espagne, Finlande, France, Israël, Norvège, République tchèque, Royaume-Uni, Turquie
	10-49	Argentine, Bosnie-Herzégovine, Chypre, Croatie, Mexique, Pologne, Serbie, Singapour, Suède

Source : GRIP, sur la base des données du Small Arms Survey

Les dix plus grands importateurs d'armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions, sur la période 2006-2009, sont, dans l'ordre décroissant, les États-Unis, le Canada, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France, l'Australie, l'Arabie saoudite, l'Espagne, les Pays-Bas et la Colombie. Ces dix États enregistrent 68% des importations mondiales, dont 37% sont à destination des seuls États-Unis.

Outre le fait que les exportations et importations sont concentrées entre les mains d'une vingtaine de pays, la lecture des tableaux met en lumière que les États exportateurs et importateurs sont en majorité des pays occidentaux. Toutefois, même s'il est indéniable que les États occidentaux couvrent une part importante du marché des ALPC[51], certaines précisions méritent d'être apportées. Tout d'abord, le prix de

51. Le Small Arms Survey identifie le top 15 des pays producteurs d'armes légères où sont recensés 8 pays occidentaux : Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, États-Unis, Italie, Royaume-Uni, Suisse. http://www.smallarmssurvey.org/weapons-and-markets/producers/industrial-production.html

vente des armes achetées par les États occidentaux est généralement assez élevé (en comparaison d'armes vendues et achetées par d'autres pays dans le monde), en raison notamment de l'avancement technologique de ces équipements. En outre, la représentation des États occidentaux, certes importante, est toutefois à relativiser car les classements sont biaisés par l'absence ou le manque de transparence des données d'autres pays[52]. En effet, la Chine et la Russie occupent des places moindres dans le classement des exportateurs et importateurs d'armes légères, alors qu'en réalité il est estimé que leur part dans le marché des ALPC est bien plus conséquente[53]. Ce décalage est imputable au manque de transparence de ces deux États, contrairement à leurs voisins occidentaux. Pour cette même raison, les Émirats arabes unis, pourtant grand importateur d'armes légères, ne figurent pas au classement.

TABLEAU 7

LES PLUS GRANDS IMPORTATEURS D'ARMES LÉGÈRES ET DE PETIT CALIBRE, DE LEURS PIÈCES DÉTACHÉES, ACCESSOIRES ET MUNITIONS SUR LA PÉRIODE 2006-2009

Catégorie des importateurs	Valeur des importations en millions de dollars	Pays
Les importateurs les plus importants	+ 500	États-Unis
	100-499	Allemagne, Autriche, Canada, France, Royaume-Uni
Les importateurs majeurs	50-99	Arabie saoudite, Belgique, Colombie, Corée du Sud, Danemark, Espagne, Italie, Japon, Pays-Bas, Pologne, Norvège, Suisse, Thaïlande
	10-49	Autriche, Chypre, Égypte, Finlande, Grèce, Irak, Israël, Mexique, Nouvelle-Zélande, Philippines, Portugal, Russie, Singapour, Suède, Turquie, Ukraine, Venezuela

Source : GRIP, sur la base des données du Small Arms Survey

Il faut souligner que l'Arabie saoudite, qui occupe une place dans le classement des importateurs majeurs d'armes légères et de petit calibre, est un pays qui réexporte de grandes quantités d'armes.

Enfin, des États comme l'Inde, le Pakistan et la Corée du Nord, qui ont de grandes capacités de production industrielle d'armes légères[54], ne figurent pas au classement des plus grands exportateurs et importateurs d'armes légères. La production des armes légères dans ces pays couvre principalement la demande nationale, voire régionale.

52. Le Small Arms Survey a mis en place, pour la première fois dans son Annuaire sur les armes légères 2004, un outil pour « évaluer la transparence des pays dans leurs rapports sur leurs exportations d'armes légères et de petit calibre ». Pour avoir accès aux études détaillées sur la transparence en matière de transferts d'ALPC, se reporter à l'Annuaire sur les armes légères 2009, Small Arms Survey, p. 47-52 ; à l'Annuaire sur les armes légères 2010, Small Arms Survey, p. 13-17 ; à l'Annuaire sur les armes légères 2011, Small Arms Survey, p. 15-18 et à l'Annuaire sur les armes légères 2012, Small Arms Survey, p. 283-311. Pour aller plus loin, SENIORA Jihan, Transparence en matière de transferts d'armements. Quelles responsabilités pour les États ?, Rapport du GRIP, août 2011, Bruxelles < http://www.grip.org/fr/node/247 >

53. Annuaire sur les armes légères 2009, Small Arms Survey, p. 8.

54. L'Inde, le Pakistan et la Corée du Nord figurent dans la liste du Small Arms Survey des 15 pays qui ont les plus importantes forces de production des ALPC.
< http://www.smallarmssurvey.org/weapons-and-markets/producers/industrial-production.html >

5.2. Les transferts internationaux des armes de petit calibre

La valeur annuelle des transferts internationaux autorisés des **armes de petit calibre**[55] est estimée à 1,66 milliards USD[56], soit 19,5% de l'ensemble des transferts des armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions. Deux caractéristiques marquent ce marché : seule une dizaine de pays, en majorité occidentaux, réalisent les exportations et importations d'armes de petit calibre et les États-Unis, premiers importateurs de fusils de tir sportif à canon lisse et de pistolets et revolvers, mais aussi grand exportateur de ces mêmes produits, occupent une place prépondérante dans ce commerce.

5.3. Les transferts internationaux des armes légères

Le commerce annuel des **armes légères**[57] est estimé à 811 millions de dollars, soit 9,5% de l'ensemble des transferts internationaux des armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions. La catégorie des armes légères dans le total des transferts internationaux des ALPC est la plus faible en part de marché. Les transferts internationaux des armes légères concernent les armes légères non guidées ainsi que les missiles portatifs, qui constituent la part la plus importante de ce marché.

Les armes légères non guidées sont des armes qui existent depuis plusieurs décennies et connaissent un succès dans tous les pays. Ce sont des armes « robustes, fiables, facilement transportables, abordables, simple d'utilisation et d'entretien »[58]. Les avancées technologiques des munitions et des composants pour les armes légères conduisent les États à acheter davantage ces munitions et composants plus aboutis et adaptables sur tous types d'armes, des peu sophistiquées aux plus développées[59].

Les missiles portatifs, c'est-à-dire les armes antichars guidées et les systèmes portatifs de défense aérienne, représentent une large part du marché des armes légères. La tendance est à une forte augmentation pour les armes antichars guidées, ce qui n'est pas le cas pour les systèmes portatifs de défense aérienne. En effet, les analystes considèrent que l'absence de menaces aériennes dans plusieurs conflits, en raison notamment des moyens des insurgés qui optent davantage pour de l'armement facile d'utilisation, comme les armes de petit calibre, explique la faible part du marché des systèmes portatifs de défense aérienne. En revanche, les armes antichars guidées, largement utilisées lors des campagnes de contre-insurrection, et plus particulièrement ces dernières années en Irak et en Afghanistan, enregistrent une forte croissance[60].

55. Les armes de petit calibre sont généralement des armes individuelles portables par une seule personne, comme les revolvers et les pistolets à chargements automatiques, les fusils, les carabines, les mitraillettes, les fusils d'assaut et les mitraillettes légères.

56. Annuaire sur les armes légères 2012, Small Arms Survey, p. 242.

57. Selon la définition avancée par le Small Arms Survey, « les armes légères font référence aux éléments suivants : systèmes de mortier de 120mm maximum, lance-grenades portatifs (autonomes), amovibles et automatiques, canons sans recul, lance-roquettes portatifs, y compris les roquettes tirées de tubes de lancement jetables à usage unique et lanceurs et missiles portatifs, à savoir les ATGW et MANPADS ». Annuaire sur les armes légères 2011, Small Arms Survey, p. 10.

58. Annuaire sur les armes légères 2011, Small Arms Survey, p. 23.

59. Voir la section sur les transferts de munitions d'armes légères et de petit calibre.

60. Annuaire sur les armes légères 2011, Small Arms Survey, p. 33.

LES ARMES LÉGÈRES ET DE PETIT CALIBRE MILITAIRES[61]

De 2000 à 2006, les transferts internationaux des armes légères et de petit calibre militaires ont chuté de 29%[62].

Sur la période 2006-2009, les dix premiers exportateurs d'armes légères et de petit calibre militaires (dans l'ordre décroissant) : les États-Unis, la Belgique, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Chine, la Norvège, l'Italie, le Canada et la Suisse totalisaient 82% des exportations mondiales. Les États-Unis, réalisant 54% de l'ensemble des exportations mondiales d'armes légères et de petit calibre militaires, dominent le marché, alors que les autres pays réalisent chacun moins de 10% de l'ensemble des exportations.

Sur cette même période, les dix premiers importateurs d'armes légères et de petit calibre militaires (dans l'ordre décroissant) : Chypre, la Corée du Sud, le Japon, la Grèce, l'Arabie saoudite, les États-Unis, les Pays-Bas, la Turquie, l'Égypte et l'Australie, comptabilisaient 64% des importations mondiales. Chypre, important 20% des armes légères et de petit calibre, occupe la tête du classement.

Le cas de Chypre, grand importateur d'armes légères et de petit calibre, ne manque pas d'interpeller. En effet, selon les chiffres disponibles actuellement, Chypre est identifié comme un grand importateur d'armes. Toutefois, il est peu probable que les commandes effectuées soient uniquement destinées à répondre au marché civil chypriote ainsi qu'aux besoins de l'armée nationale. À moins de le considérer comme un des États les plus armés au monde, il semblerait que Chypre serve de plaque tournante et réexporte massivement des armes légères sans que cela n'apparaisse dans les statistiques officielles disponibles[63]. Le manque de données et d'informations rend impossible l'estimation des quantités et l'identification des destinations finales de ces armes.

5.4. Les transferts de munitions pour les armes légères et de petit calibre

La valeur moyenne annuelle des transferts internationaux de munitions d'ALPC est estimée à 4,3 milliards USD[64], ce qui représente 50% de l'ensemble des transferts internationaux des armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions.

Les transferts de **munitions pour armes de petit calibre**[65] représentent 1,8 milliards USD de l'ensemble des transferts de munitions pour armes légères et de petit calibre,

61. Se reporter aux études détaillées dans l'Annuaire sur les armes légères 2009 du Small Arms Survey, p. 17 à 25.

62. Annuaire sur les armes légères 2009 du Small Arms Survey, p. 17 à 25. En 2000, la valeur annuelle des transferts internationaux des armes légères et de petit calibre militaires était de 528 millions USD, elle a chuté à 375 millions en 2006, enregistrant une baisse de 152 millions USD.

63. Le Small Arms Survey chiffrait que sur la période 1996-2000, Chypre avait importé 382 000 armes légères et de petit calibre pour un montant total de 592 millions USD, et réexporté pour seulement 9 millions USD de l'ensemble de cet équipement, selon les données officielles. Annuaire sur les armes légères 2003, Small Arms Survey, p. 104-105

64. Annuaire sur les armes légères 2010, Small Arms Survey, p. 7 ; Annuaire sur les armes légères 2012, Small Arms Survey, p. 242.

65. Selon la définition avancée par le Small Arms Survey, « Les munitions d'armes de petit calibre désignent les munitions pour fusils à canon lisse et leurs pièces, ainsi que d'autres cartouches

de leurs pièces détachées, accessoires et munitions. De 2000 à 2006, les dix principaux exportateurs de munitions de petit calibre (dans l'ordre décroissant) : les États-Unis, l'Allemagne, la Suisse, le Canada, le Royaume-Uni, la Russie, la Norvège, la Suède, la République tchèque et la Corée du Sud, représentaient 70% des exportations mondiales. Les États-Unis, avec 28% de l'ensemble des exportations, dominent le marché des munitions de petit calibre[67]. De 2000 à 2006, les dix principaux importateurs de munitions de petit calibre (dans l'ordre décroissant) : les États-Unis, l'Allemagne, l'Australie, les Pays-Bas, le Canada, la France, le Royaume-Uni, la Corée du Sud, Israël et la Suisse, totalisaient 54% de l'ensemble des importations. Les États-Unis, avec 17% des importations mondiales, sont le premier récipiendaire des munitions de petit calibre, alors que les autres pays reçoivent, chacun, moins de 10% des importations[68]. Le marché des munitions de petit calibre est concentré sur une poignée d'États, majoritairement occidentaux, avec les États-Unis, premiers exportateurs et premiers importateurs des munitions de petit calibre, qui dominent ce marché.

L'IMPORTANCE DES MUNITIONS

À elles seules les munitions représentent la moitié de l'ensemble des transferts internationaux autorisés d'armes légères et de petit calibre. Pourquoi une telle ampleur ? Une arme sans munition perd toute son utilité. Contrairement aux armes qui ont une longue durée de vie, et qui bien entretenues peuvent fonctionner pendant plusieurs années, les munitions ne peuvent servir qu'une seule fois. En outre, elles se dégradent au fil du temps et deviennent instables en vieillissant, d'où la nécessité pour les États de se réapprovisionner régulièrement, quelle que soit la situation sécuritaire du pays[66].

La valeur annuelle des transferts internationaux des **munitions pour armes légères**[69] est estimée à 2,5 milliards USD. Le commerce des munitions pour armes légères est marqué par deux tendances. D'une part, les États dotés de la capacité nécessaire pour produire leurs propres munitions d'armes légères ont tendance à s'en procurer la majorité auprès des producteurs nationaux. D'autre part, le marché des munitions d'armes légères est dominé par les producteurs occidentaux de munitions d'armes légères sur les marchés occidentaux[70]. Les États qui disposent de budget défense conséquent s'équipent avec des munitions sophistiquées. A contrario, les armées au budget plus limité utilisent des armes similaires « avec des munitions bien plus élémentaires et moins onéreuses »[71]. Ainsi, comme le résume le Small Arms Survey, les

---

complètes – y compris les balles traçantes, à blanc ou d'entraînement et les projectiles moins meurtriers – d'un calibre égal ou inférieur à 12,7mm, et leurs pièces détachées. Les cartouches d'un calibre égal ou supérieur à 20mm ne sont pas incluses car elles sont normalement tirées à partir de canons, qui ne sont pas considérés comme des armes légères ou de petit calibre en raison de leur cadence de tir rapide (qui exclut le transports de quantités suffisantes de munitions sur des véhicules légers ou des bêtes de somme dans le cadre d'une utilisation normale de l'arme), et parce qu'ils sont généralement montés sur des plateformes de plus grande taille, telles que des navires, des avions ou des véhicules blindés ». Annuaire sur les armes légères 2010, Small Arms Survey, p. 8.

66. SENIORA Jihan, Les munitions : les grandes absentes de la réglementation internationale et régionale, Note d'Analyse du GRIP, 29 mars 2010, Bruxelles, < http://www.grip.org/fr/node/165 >

67. Annuaire sur les armes légères 2009, Small Arms Survey, p. 14.

68. Annuaire sur les armes légères 2009, Small Arms Survey, p. 15.

69. Selon la définition avancée par le Small Arms Survey, « Les munitions d'armes légères font référence aux obus de mortier de 120mm maximum, à certaines roquettes portables (par un seul homme ou un groupe), aux grenades (à main et à fusil), aux cartouches de fusils sans recul et à leurs pièces détachées ». Annuaire sur les armes légères 2010, Small Arms Survey, p. 9.

70. Se reporter à l'étude menée par le Small Arms Survey, Annuaire sur les armes légères 2010, Small Arms Survey, p. 29.

71. Annuaire sur les armes légères 2011, Small Arms Survey, p. 23.

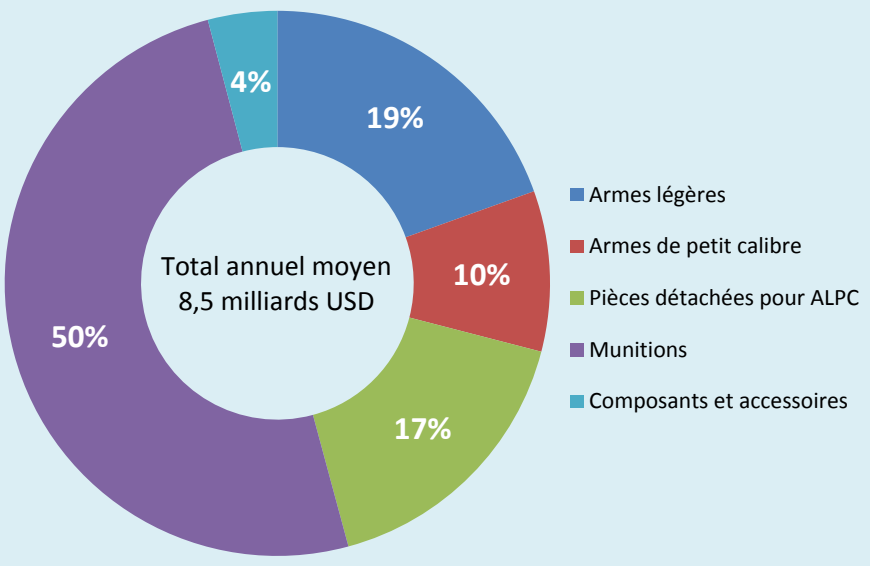
« armes légères sont déployées à grande échelle par des forces armées du monde entier et le degré de sophistication variable implique qu'elles trouvent leur place dans toutes les forces armées »[72].

5.5. Les transferts internationaux des composants et accessoires des armes légères et de petit calibre

La valeur annuelle des transferts internationaux autorisés des **composants et accessoires pour armes légères et de petit calibre** est estimée à plus de 1,78 milliards USD, soit 21% de l'ensemble des transferts des ALPC, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions. Elle s'élève à 1,4 milliard et 350 millions USD, respectivement pour les composants et pour les accessoires. Les transferts internationaux des composants concernent en majorité les pays qui possèdent des industries de production d'ALPC. À l'inverse, les États qui n'ont pas d'entreprises de production d'ALPC implantées sur leur territoire sont peu, voire pas concernés par le marché des composants. À l'instar de la Norvège, il existe des pays avec des industries de production uniquement spécialisées dans les composants des armes légères et de petit calibre, et non dans la production globale des armes. Les accessoires, dont l'objet est d'améliorer l'efficacité de l'arme, sont aujourd'hui très importants et appréciés sur les théâtres d'opération.

GRAPHIQUE 9

RÉPARTITION DES TRANSFERTS INTERNATIONAUX D'ARMES LÉGÈRES, D'ARMES DE PETIT CALIBRE, DE LEURS PIÈCES DÉTACHÉES, COMPOSANTS ET ACCESSOIRES, ET DES MUNITIONS



Source : GRIP, sur la base de l'annuaire du Small Arms Survey 2012

5.6. La Belgique, premier exportateur européen d'armes légères et de petit calibre de type militaire

La Belgique occupe le 19e rang en tant qu'exportateur d'armement conventionnel majeur dans le monde et la 60e place au classement des importateurs d'armement conventionnel majeur établi par le SIPRI (voir annexes 4 et 5).

La Belgique est toutefois acteur de premier plan en ce qui concerne le cas particulier des transferts d'armes légères et de petit calibre.

72. Ibidem.

Selon les données de *Small Arms Survey* pour la période 2006-2009, la Belgique occuperait la 6e place au classement mondial des principaux exportateurs d'armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions[73].

En 2006 et 2007, la Belgique occupait déjà la 6e place du classement, avec des exportations globales d'armes légères et de petit calibre estimées à respectivement 112 et 128 millions USD. Pour l'année 2008, la Belgique recula à la 9e place malgré des ventes maintenues à 124 millions USD. Avant d'être reléguée à la 11e place en 2009, malgré une hausse des exportations à 142 millions USD.

Si toutefois on se limite à l'analyse des exportations des armes légères et de petit calibre de type militaire sur la période 2000-2006, la Belgique est propulsée à la 2e place au classement mondial des exportateurs d'armes légères et de petit calibre de type militaire, avec 6% du marché mondial (27,1 millions USD par an en moyenne). Elle suit les États-Unis, qui restent leader incontestable avec 54% du total des exportations pour un montant évalué à 228 millions USD, selon les chiffres du Comtrade analysés par SAS. Par conséquent, c'est à la Belgique que revient la première place au niveau européen, juste devant la France[74].

5.7. Les tendances en matière de commerce des ALPC en 2010

L'annuaire 2013 du Small Arms Survey présente l'évolution des tendances du commerce international des ALPC en se basant sur les données publiées par UNCOMTRADE (United Nations Commodity Trade Statistic Database). La base de données des Nations unies recevant des informations de plus de 150 États chaque année, elle reste une des sources les plus fiables et riches pour établir des tendances tant dans le temps que parmi les pays.

TABLEAU 8

LES PLUS GRANDS EXPORTATEURS D'ARMES LÉGÈRES ET DE PETIT CALIBRE, DE LEURS PIÈCES DÉTACHÉES, ACCESSOIRES ET MUNITIONS SUR LA PÉRIODE 2010

Catégorie des exportateurs	Valeur des exportations en millions de dollars	Pays
Les exportateurs les plus importants	+ 500	États-Unis
	100-499	Allemagne, Autriche, Belgique, Brésil, Corée du Sud, Espagne, Italie, Israël, Russie, Suède, Suisse
Les exportateurs majeurs	50-99	Canada, Chine, Croatie, Finlande, Japon, République Tchèque, Royaume-Uni, Taiwan, Turquie
	10-49	Argentine, Australie, Chypre, Danemark, France, Hongrie, Inde, Mexique, Norvège, Portugal, Philippines, Roumanie, Serbie, Singapour

Source : GRIP, sur la base des données du Small Arms Survey

Cette année, pour la première fois depuis 2005, la valeur totale des exportations d'ALPC a légèrement baissé entre 2009 et 2010 pour passer respectivement de 4,5 milliards à 4,4 milliards USD.

En 2010, les plus grands exportateurs d'ALPC étaient, dans l'ordre décroissant de la valeur des exportations : les États Unis, l'Allemagne, l'Italie, le Brésil, la Suisse, Israël, l'Autriche, la Russie, la Corée du Sud, la Suède, la Belgique et l'Espagne (voir

73. D'après les données des annuaires de *Small Arms Survey* en 2009, 2010, 2011 et 2012, sur la base des statistiques Comtrade.

74. Annuaire sur les armes légères 2009 du *Small Arms Survey*, p. 23.

tableau 8). Les États-Unis demeurent le plus grand exportateur d'ALPC en 2010 et ils sont le seul État dont les exportations dépassent les 500 millions USD. Les exportations de ce pays ont augmenté entre 2009 et 2010, elles sont passées de 706 à 821 millions USD.

Les plus grands importateurs d'ALPC étaient, en 2010, dans l'ordre décroissant de la valeur des importations, les États Unis, le Royaume-Uni, le Canada, l'Allemagne, la Corée du Sud, la France et la Thaïlande (voir tableau 9).

TABLEAU 9

LES PLUS GRANDS IMPORTATEURS D'ARMES LÉGÈRES ET DE PETIT CALIBRE, DE LEURS PIÈCES DÉTACHÉES, ACCESSOIRES ET MUNITIONS SUR LA PÉRIODE 2010

Catégorie des importateurs	Valeur des importations en millions de dollars	Pays
Les importateurs les plus importants	+ 500	États-Unis
	100-499	Allemagne, Australie, Canada, Corée du Sud, France, Royaume-Uni, Thaïlande
Les importateurs majeurs	50-99	Arabie saoudite, Belgique, Colombie, Danemark, Espagne, Estonie, Indonésie, Italie, Israël, Mexique, Norvège, Pays-Bas, Russie, Singapour, Suisse
	10-49	Afghanistan, Afrique du Sud, Argentine, Autriche, Botswana, Brésil, Bulgarie, Chypre, Chili, Émirats arabes unis, Finlande Grèce, Irak, Irlande, Jordanie, Japon, Koweït, Liban, Malaisie, Maroc, Nouvelle Zélande, Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République tchèque, Suède, Turquie, Ukraine, Venezuela, Slovaquie

Source : GRIP, sur la base des données du Small Arms Survey

ANNEXES

ANNEXE 1. LES DÉPENSES MILITAIRES DES PAYS MEMBRES ET CANDIDATS DE L'UNION EUROPÉENNE ET DES ÉTATS-UNIS, 2003-2012,

(en millions de dollars, aux prix et taux de change de 2011)

		2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	% variation 2003-2012
Union européenne (UE)												
1	Allemagne	49 366	47 851	47 102	46 015	46 060	47 382	49 174	49 692	48 164	48 617	-1,5%
2	Autriche	3 465	3 471	3 396	3 262	3 879	3 759	3 510	3 490	3 411	3 411	-1,6%
3	Belgique	5 739	5 620	5 415	5 373	5 798	6 321	5 953	5 702	5 544	5 352	-6,7%
4	Bulgarie	1 123	1 097	1 122	1 113	1 293	1 083	1 029	978	829	782	-30,4%
5	Chypre	434	451	490	481	456	457	499	518	536	499	15,0%
6	Danemark	4 614	4 640	4 422	4 835	4 663	4 843	4 553	4 847	4 518	4 679	1,4%
7	Espagne	14 755	15 230	15 339	17 932	18 527	18 584	17 820	15 977	13 990	12 185	-17,4%
8	Estonie	301	317	395	444	538	519	473	363	374	438	45,5%
9	Finlande	3 197	3 390	3 480	3 542	3 338	3 593	3 772	3 692	3 751	3 856	20,6%
10	France	64 749	66 526	65 123	65 470	65 691	65 037	69 426	66 251	62 741	62 582	-3,3%
11	Grèce	8 008	8 804	9 520	9 898	9 891	10 995	11 455	8 869	6 709	6 972	-12,9%
12	Hongrie	2 336	2 162	2 141	1 919	1 955	1 817	1 619	1 452	1 378	1 100	-52,9%
13	Irlande	1 371	1 392	1 410	1 398	1 408	1 459	1 440	1 373	1 301	1 235	-9,9%
14	Italie	43 867	44 011	42 342	40 976	39 736	41 160	40 002	38 869	37 670	35 719	-18,6%
15	Lettonie	354	382	444	559	609	597	379	287	297	279	-21,2%
16	Lituanie	543	520	562	611	668	698	532	448	445	430	-20,8%
17	Luxembourg	296	311	314	308	319	294	293	360	363	359	. .
18	Malte	51	54	68	55	55	57	62	63	56	56	9,8%
19	Pays-Bas	11 712	11 802	11 821	12 375	12 541	12 325	12 590	12 061	11 344	10 395	-11,2%
20	Pologne	6 917	7 232	7 731	8 232	9 306	8 324	8 924	9 316	9 448	9 912	43,3%
21	Portugal	4 532	4 813	5 102	4 957	4 744	4 762	5 205	5 294	4 866	3 980	-12,2%
22	Roumanie	2 371	2 549	2 697	2 779	2 665	2 937	2 498	2 300	2 380	2 406	1,5%
23	Royaume-Uni	57 009	57 669	58 154	58 531	60 379	63 074	64 301	62 946	60 284	59 795	4,9%
24	Slovaquie	1 402	1 303	1 412	1 432	1 440	1 474	1 410	1 233	1 061	1 072	-23,5%
25	Slovénie	624	662	675	773	778	823	829	825	665	562	-9,9%
26	Suède	7 398	6 962	7 053	6 943	7 125	6 337	6 215	6 726	6 324	6 424	-13,2%
27	Tchèque, République	3 691	3 541	3 872	3 576	3 449	2 941	3 027	2 748	2 479	2 379	-35,5%
Union européenne		**280 078**	**299 116**	**297 783**	**299 897**	**307 311**	**311 652**	**316 990**	**306 680**	**290 928**	**285 476**	**1,9%**
Pays candidats												
28	A.R.Y. de Macédoine	172	181	169	161	187	171	167	142	132	139	-19,2%
29	Croatie	1 118	1 016	1 060	1 071	1 102	1 266	1 153	1 069	1 091	1 015	-9,2%
30	Islande	. .	. .	. .	. .	. . . .		26	22	20	18	. .
31	Montenegro	. .	. .	. .	84	76	87	80	82	88	83	. .
32	Turquie	18 287	16 689	15 799	16 511	15 924	16 119	17 275	16 976	17 690	17 906	-2,1%
États-Unis (US)		507 781	553 441	579 831	588 837	604 292	649 010	701 087	720 386	711 402	668 841	31,7%
Reste du monde [M–(UE+US)]		501 416	509 487	542 740	579 508	613 757	644 441	692 982	712 299	738 723	778 549	55,3%
Monde (M)		**1 289 275**	**1 362 044**	**1 420 354**	**1 468 242**	**1 525 361**	**1 605 102**	**1 711 059**	**1 739 365**	**1 741 053**	**1 732 866**	**34,4%**

". ." = donnée non disponible

Note : Les pays ne contribuent au total de l'UE qu'à partir de l'année de leur adhésion (grisé = pas encore membre de l'UE) ; 1995-2003 = UE 15 ; 2004-2006 = UE 25 ; à partir de 2007 = UE 27

Source : GRIP, sur la base de SIPRI Military Expenditure Database, < http://www.sipri.org/databases/milex >

ANNEXE 2. POPULATION, PIB ET DÉPENSES MILITAIRES DES PAYS MEMBRES ET CANDIDATS DE L'UNION EUROPÉENNE ET DES ÉTATS-UNIS EN 2012

		Population *au 1/1/ 2013 (États-Unis : 1/7/2012)*	PIB en 2012 *millions d'euros prix courant*	Devise nationale		Taux de change moyen en 2012 1 euro =	Dépenses militaires en 2012 *millions devise nationale prix courants*	*millions d'euros prix courants*	*en euros par habitant*	*en % du PIB de 2012*
	UE27									
1	Allemagne	80 523 746	2 666 400	euro	€	1,00	35 621	35 621	442	1,34%
2	Autriche	8 451 860	307 004	euro	€	1,00	2 513	2 513	297	0,82%
3	Belgique	11 161 642	375 881	euro	€	1,00	3 957	3 957	355	1,05%
4	Bulgarie	7 284 552	39 927	nv. lev	bgn	1,96	1 132	579	79	1,45%
5	Chypre	865 878	17 720	euro	€	1,00	367	367	424	2,07%
6	Danemark	5 602 628	245 252	cour.	dkk	7,44	25 730	3 457	617	1,41%
7	Espagne	46 727 890	1 029 002	euro	€	1,00	8 974	8 974	192	0,87%
8	Estonie	1 320 174	17 415	euro	€	1,00	327	327	248	1,88%
9	Finlande	5 426 674	192 350	euro	€	1,00	2 849	2 849	525	1,48%
10	France	65 578 819	2 032 297	euro	€	1,00	45 858	45 858	699	2,26%
11	Grèce	11 062 508	193 347	euro	€	1,00	5 087	5 087	460	2,63%
12	Hongrie	9 908 798	96 968	forint	huf	289,25	234 000	809	82	0,83%
13	Irlande	4 591 087	163 938	euro	€	1,00	902	902	196	0,55%
14	Italie	59 685 227	1 566 912	euro	€	1,00	26 455	26 455	443	1,69%
15	Lettonie	2 023 825	22 257	lats	lvl	0,71	143	202	100	0,91%
16	Lituanie	2 971 905	32 940	litas	ltl	3,45	1 099	318	107	0,97%
17	Luxembourg	537 039	42 918	euro	€	1,00	265	265	493	0,62%
18	Malte	421 364	6 880	euro	€	1,00	41	41	98	0,60%
19	Pays-Bas	16 779 575	599 338	euro	€	1,00	7 655	7 655	456	1,28%
20	Pologne	38 533 299	381 480	nv. zloty	pln	4,18	30 469	7 281	189	1,91%
21	Portugal	10 487 289	165 107	euro	€	1,00	2 940	2 940	280	1,78%
22	Roumanie	20 020 074	131 579	leu	ron	4,46	7 577	1 699	85	1,29%
23	Royaume-Uni	63 896 071	1 932 702	livre sterl.	gbp	0,81	38 390	47 344	741	2,45%
24	Slovaquie	5 410 836	71 096	euro	€	1,00	798	798	147	1,12%
25	Slovénie	2 058 821	35 319	euro	€	1,00	415	415	202	1,18%
26	Suède	9 555 893	407 820	cour.	sek	8,70	42 072	4 834	506	1,19%
27	Tchèque Rép.	10 516 125	152 926	cour.	czk	25,15	43 474	1 729	164	1,13%
	Total UE27	**501 403 599**	**12 926 774**					**213 276**	**425**	**1,65%**
	CANDIDATS									
28	A.R.Y. de Macédoine	2 062 294	7 454	denar	mkd	61,58	6 346	103	50	1,38%
29	Croatie	4 262 140	43 682	kuna	hrk	7,52	5 612	746	175	1,71%
30	Islande	321 857	10 573	cour.	isk	160,73	2 182	14	42	0,13%
31	Montenegro	622 777	3 149	euro	€	1,00	62	62	100	1,97%
32	Turquie	75 627 384	612 405	nv. lire	try	2,31	32 659	14 117	187	2,31%
	Total candidats	**82 896 452**	**677 263**					**15 041**	**181**	**2,22%**
--	Etats-Unis	313 914 040	12 643 680	dollars	usd	1,28	682 478	531 194	1 692	4,20%

Souligné = valeur provisoire

Source : GRIP, sur la base d'Eurostat, US Census et SIPRI

ANNEXE 3. LES 100 PRINCIPAUX PRODUCTEURS D'ARMEMENT DANS LE MONDE EN 2012

(chiffre d'affaires en millions de dollars de 2012)

Rang en 2012	Entreprise	Dirigeants	Pays	2012			
				CA Défense	CA Total	Défense en % du Total	Rang en 2011
1	Lockheed Martin Corporation	Marillyn Hewson, President & CEO	US	44 883,0	47 182,0	95,1	1
2	Boeing	W. James McNerney, Chairman, Pres. & CEO	US	31 378,0	81 698,0	38,4	4
3	BAE	Ian King, CEO	UK	26 813,1	28 255,2	94,9	2
4	Raytheon Company [1]	William Swanson, Chairman & CEO	US	22 705,0	24 414,0	93,0	5
5	General Dynamics	Phebe Novakovic, Chairman & CEO	US	21 023,0	31 513,0	66,7	6
6	Northrop Grumman Corporation	Wes Bush, Chairman, President & CEO	US	20 600,0	25 218,0	81,7	3
7	EADS N.V.[2]	Thomas Enders, CEO	NL	14 913,0	72 636,4	20,5	7
8	Finmeccanica	Alessandro Pansa, COO & CEO	I	12 528,7	22 135,5	56,6	8
9	United Technologies	Louis Chenevert, Chairman & CEO	US	12 117,0	57 700,0	21,0	9
10	L-3 Communications	Michael Strianese, Chairman, President & CEO	US	10 839,0	13 146,0	82,5	10
11	Thales	Jean-Bernard Levy, Chairman & CEO	FR	9 212,6	18 255,5	50,5	11
12	SAIC[3]	John Jumper, Chairman & CEO	US	8 301,0	11 200,0	74,1	12
13	Huntington Ingalls Industries	Mike Petters, President & CEO	US	6 240,3	6 710,0	93,0	NR
14	Almaz-Antey	V. Vladamirovich Menshikov, Gen. Director	RUS	5 754,3	6 124,0	94,0	15
15	Honeywell	David Cote, Chairman & CEO	US	5 100,0	37 700,0	13,5	16
16	Rolls-Royce[4]	John Rishton, CEO	UK	5 098,0	19 347,6	26,3	18
17	Booz Allen Hamilton	Ralph Shrader, Chairman, President & CEO	US	4 800,0	5 859,2	81,9	17
18	Textron Inc.	Scott Donnelly, President & CEO	US	4 288,0	12 237,0	35,0	13
19	Exelis	David Melcher, President & CEO	US	4 251,5	5 522,0	77,0	20
20	GE	Jeffrey Immelt, Chairman & CEO	US	4 000,0	147 359,0	2,7	19
21	Oshkosh[5]	Charles Szews. CEO	US	3 947,5	8 180,9	48,3	NR
22	DCNS	Patrick Boissier, Chairman & CEO	FR	3 766,8	3 766,8	100,0	24
23	CSC[6]	Mike Lawrie, President & CEO	US	3 687,0	15 000,0	24,6	26
24	RUSn Helicopters	Dmitry Yevgenievich Petrov, CEO	RUS	3 489,1	4 036,5	86,4	22
25	Safran	Jean-Paul Herteman, Chairman & CEO	FR	3 486,5	17 432,7	20,0	21
26	URS	Martin Koffel, CEO	US	3 471,2	10 972,5	31,6	25
27	Babcock International[1]	Peter Rogers, CEO	UK	3 110,8	4 785,8	65,0	28
28	DynCorp International	Steven Gaffney, Chairman & CEO	US	3 100,3	4 044,3	76,7	29
29	ATK[6]	Mark DeYoung, President & CEO	US	3 047,0	4 362,0	69,9	32
30	Saab	Håkan Buskhe, President & CEO	SE	3 013,1	3 546,3	85,0	30
31	Rheinmetall	Armin Papperger, CEO	D	3 001,9	6 047,5	49,6	35
32	CACI International [7]	Ken Asbury, President & CEO	US	2 944,9	3 774,5	78,0	41
33	Mitsubishi Heavy Industries[8]	Hideaki Omiya, President	J	2 907,6	36 689,6	7,9	27
34	Harris[7]	William Brown, President & CEO	US	2 794,4	5 451,3	51,3	31
35	Elbit Systems[1]	Bezhalel Machlis, President & CEO	ISR	2 744,2	2 888,6	95,0	34
36	Hewlett-Packard	Meg Whitman, President & CEO	US	2 668,8	119 895,0	2,2	37
37	Hindustan Aeronautics[6]	Ravindra Tyagi, Chairman	IND	2 619,8	2 619,8	100,0	45
38	Rockwell Collins[9]	Clay Jones, Chairman & CEO	US	2 591,0	4 726,0	54,8	33
39	ISR Aerospace Industries	Joseph Weiss, President & CEO	ISR	2 553,0	3 338,0	76,5	44
40	Bechtel	Craig Albert, President	US	2 500,0	37 900,0	6,6	60
41	ManTech	George Pederson, Chairman & CEO	US	2 464,0	2 582,3	95,4	36
42	General Atomics[10]	J. Neal Blue, Chairman & CEO	US	2 460,1	NA	NA	52
43	Aviation Holding Co. Sukhoi[1]	Igor Yakovlevich Ozar, General Director	RUS	2 270,8	2 365,4	96,0	38
44	NEC[8]	Nobuhiro Endo, President	J	1 974,7	37 166,4	5,3	39
45	Serco[1]	Christopher Hyman, CEO	UK	1 946,4	7 785,6	25,0	65
46	Cobham	Bob Murphy, CEO	UK	1 890,5	2 771,6	68,2	47
47	ST Engineering	Tan Pheng Hock, President & CEO	SING	1 889,1	5 105,8	37,0	40
48	Fluor[10]	David Seaton, Chairman & CEO	US	1 865,4	27 577,1	6,8	46
49	United Engine-Building[1]	Vladislav Masalov, General Director	RUS	1 857,6	4 128,1	45,0	48
50	GKN Aerospace	Marcus Bryson, CEO	UK	1 806,6	2 820,8	64,0	49

ANNEXE 3. LES 100 PRINCIPAUX PRODUCTEURS D'ARMEMENT DANS LE MONDE EN 2012 (suite)

(chiffre d'affaires en millions de dollars de 2012)

Rang en 2012	Entreprise	Dirigeants	Pays	2012			
				CA Défense	CA Total	Défense en % du Total	Rang en 2011
51	Kawasaki Heavy Industries[8]	Shigeru Murayama, President	J	1 790,8	15 595,5	11,5	42
52	Rafael Advanced Defense Systems	Yedidia Yaari, President & CEO	ISR	1 781,5	1 781,5	100,0	43
53	Mitsubishi Electric[8]	Kenichiro Yamanishi, Repres. Executive Officer	J	1 500,4	43 161,9	3,5	50
54	DSN[11]	Isao Moriyasu, President & CEO	J	1 477,4	2 449,9	60,3	57
55	Dassault Aviation	Eric Trappier, Chairman & CEO	FR	1 470,7	5 066,9	29,0	63
56	Jacobs Engineering	Craig Martin, President & CEO	US	1 441,3	10 893,8	13,2	58
57	QinetiQ[6]	Leo Quinn, CEO	UK	1 410,4	2 104,2	67,0	56
58	Kongsberg	Walter Qvam, President & CEO	NO	1 183,2	2 689,0	44,0	53
59	Fincantieri	Giuseppe Bono, CEO	I	1 149,8	3 066,2	37,5	55
60	Chemring[5]	Mark Papworth, CEO	UK	1 133,4	1 172,7	96,6	54
61	Embraer	Frederico Fleury Curado, President & CEO	BR	1 068,1	6 259,7	17,1	51
62	Irkut	Oleg Demchenko, President	RUS	1 045,1	1 530,9	68,3	69
63	Krauss-Maffei Wegmann	Frank Haun, President & CEO	D	1 028,5	1 028,5	100,0	61
64	Navistar[12]	Troy Clarke, President & CEO	US	1 000,0	12 948,0	7,7	67
65	Samsung Techwin	Kim Cheol-kyo, CEO	COR. S.	990,0	2 700,0	36,7	59
66	Meggitt[1]	Terry Twigger, CEO	UK	988,9	2 535,5	39,0	68
67	Ruag[1]	Konrad Peter, Executive Chairman	CH	964,6	1 929,2	50,0	71
68	Ultra Electronics[1]	Rakash Sharma, CEO	UK	964,5	1 205,6	80,0	66
69	Bharat Electronics[6]	Anil Kumar, Chairman & Managing Director	IND	956,9	1 100,2	87,0	64
70	Nexter	Philippe Burtin, Chairman & CEO	FR	953,9	953,9	100,0	76
71	AAR[13]	David Storch, Chairman & CEO	US	930,4	2 065,0	45,1	72
72	Wyle	George Melton, Chairman, Presient & CEO	US	913,1	1 155,9	79,0	NR
73	Cubic[5]	William Boyle, CEO	US	866,8	1 381,5	62,7	75
74	Aselsan	Cengiz Ergeneman, CEO	TR	862,4	906,6	95,1	87
75	Accenture[14]	Pierre Nanterme, Chairman & CEO	US	860,0	27 900,0	3,1	NR
76	Moog	John Scannell, Chairman & CEO	US	857,1	2 469,5	34,7	80
77	LIG Nex[1]	Lee Hyo-koo, CEO	COR. S.	856,9	856,9	100,0	74
78	Patria	Heikki Allonen, President & CEO	FIN	851,1	946,3	89,9	96
79	CAE	Marc Parent, President & CEO	CA	833,5	2 102,2	39,6	73
80	RTI	Boev Sergey, General Director	RUS	801,8	2 371,8	33,8	78
81	Mission Essential	Peter Horvath, Chairman & CEO	US	797,4	797,4	100,0	89
82	Curtiss-Wright	Martin Benante, Chairman & CEO	US	779,5	2 097,7	37,2	83
83	Alion Science and Technology	Bahman Atefi, Chairman & CEO	US	748,4	817,2	91,6	NR
84	Diehl Defence Holding	Claus Günther, CEO	D	707,1	3 638,2	19,4	79
85	Turkish Aerospace Industries	Muharrem Dörtka?li, President & CEO	TR	693,4	832,9	83,3	81
86	Battelle[5]	Jeffrey Wadsworth, President & CEO	US	688,0	6 100,0	11,3	NR
87	Korea Aerospace Industries	Ha Sung-yong, CEO	COR. S.	672,5	1 377,0	48,8	100
88	FLIR	Andrew Teich, President & CEO	US	619,2	1 405,4	44,1	84
89	Toshiba[8]	Norio Sasaki, President & CEO	J	608,6	70 183,6	0,9	77
90	Ball Aerospace & Technologies	Robert Strain, President	US	603,0	873,3	69,0	NR
91	Indra	Javier Monzón, Chairman	ES	595,5	3 780,9	15,7	82
92	Nammo	Edgar Fossheim, President & CEO	NO	595,1	595,1	100,0	99
93	RSK MiG	Sergey Sergeyevich Korotkov, General Director	RUS	578,2	578,9	99,9	NR
94	ViaSat[6]	Mark Dankberg, Chairman & CEO	US	527,8	1 119,7	47,1	88
95	ISR Military Industries	Avi Felder, President & CEO	ISR	520,0	520,0	100,0	95
96	Denel	Zoli Kunene, Chairman	RSA	434,9	434,9	100,0	85
97	Fujitsu[8]	Masami Yamamoto, President	J	363,0	53 018,6	0,7	92
98	Day & Zimmermann	Harold Yoh, Chairman & CEO	US	346,0	2 400,0	14,4	NR
99	IHI[8]	Tamotsu Saito, President & CEO	J	335,2	15 198,2	2,2	93
100	Komatsu[8]	Tetsuji Ohashi, President & CEO	J	323,1	22 807,3	1,4	98
				401 183,8	1 416 878,6	28,3	

Source : Traitement GRIP, sur la base de SIPRI Arms Transfers Database

ANNEXE 4. LES 50 PRINCIPAUX EXPORTATEURS, 2004-2013.

(indicateur de tendance du SIPRI, TIV)

		2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2004-2013
1	États-Unis	6 637	6 605	7 411	7 750	6 743	6 874	8 158	8 945	8 950	6 153	74 226
2	Russie	6 189	5 229	5 096	5 556	6 343	5 112	5 962	8 495	8 391	8 283	64 656
3	Allemagne	1 151	2 095	2 710	3 257	2 402	2 568	2 722	1 361	1 177	972	20 415
4	France	2 342	1 829	1 718	2 395	2 067	1 979	917	1 750	1 076	1 489	17 562
5	Royaume Uni	1 201	1 039	973	1 009	1 002	1 021	1 137	1 040	923	1 394	10 739
6	Chine	381	315	625	466	581	1 077	1 419	1 342	1 704	1 837	9 747
7	Italie	251	827	527	713	388	489	476	924	790	801	6 186
8	Espagne	52	107	839	600	602	961	277	1 437	706	605	6 186
9	Pays-Bas	218	526	1 155	1 210	460	485	381	533	773	302	6 043
10	Ukraine	200	295	539	626	375	381	473	550	1 510	589	5 538
11	Israël	625	413	359	539	327	704	587	577	514	773	5 418
12	Suède	303	537	397	347	457	427	664	700	490	505	4 827
13	Suisse	249	247	286	295	457	227	238	310	231	205	2 745
14	Canada	270	228	228	338	229	180	242	307	271	199	2 492
15	Corée du Sud	73	108	158	279	178	267	197	331	218	307	2 116
16	Afrique du Sud	72	30	184	126	139	103	233	69	185	76	1 217
17	Belarus	21	54	43	6	226	42	160	98	97	338	1 085
18	Norvège	66	12	17	61	114	147	159	156	158	64	954
19	Belgique	47	146	59	19	217	243	8	111	22	52	924
20	Pologne	47	18	282	163	73	75	28	8	10	131	835
21	Ouzbékistan	126	4				209	209	209			757
22	Finlande	34	47	137	77	77	51	58	40	103	94	718
23	Australie	2	49	14	18	25	72	115	143	45	63	546
24	Brésil	46	1	44	53	92	37	151	31	33	36	524
25	Turquie	28	13	72	40	69	37	43	33	101	82	518
26	Iran	1	2	92		42	45	45	85	10	12	334
27	Libye	113	113	18	10	18	32	28				332
28	Autriche	3	4	63	100	15	30	36	34	10	1	296
29	Danemark	173		9	6	17	14	8	22	23	9	281
30	Roumanie		3	8	32		2	1	1	108	108	263
31	Tchèque, rép.	1	73	44	32	34	24	5	11	8	7	239
32	Jordanie	42	20		13	12	60	79		12	1	239
33	Singapour	66	3				31	24	13	76	1	214
34	Montenegro			71	109			18				198
35	Irlande		15	30	29	26	26	25	1	25	1	178
36	Inde	27	19	33	21	11	27	5	6	2	10	161
37	Bulgarie	19	87	5	9	4	16	4	2	7	6	159
38	Pays non identifiés	10	44	3	0	35	13	24	3	16	7	155
39	Émirats Arabes Unis	3	11	17	3	1	34	39	3		43	154
40	Corée du Nord	47	20	20	20	20	20					147
41	Portugal					99	46		0	0		145
42	Serbie			5	5	45	1	31	4	11	9	111
43	Chili					100						100
44	Moldavie		18	3	19	29	20		11			100
45	Thailande	7		93								100
46	Hongrie		82		9							91
47	Slovakie	48		7	22	8				3		88
48	Arabie Saoudite			18				1	58			77
49	Nouvelle Zélande	1	0							75		76
50	Grèce	22	13	23								58
51	Vénézuela	1		7		3	40					51
52	Kyrgyzstan			18	18	14						50
53	Indonésie	25	8	8		1			4			46
54	Syrie			3			20	20				43
55	Japon				40							40
56	Pakistan	9	24	4		1						38
57	Brunei Darussalam								24			24
58	Ghana		19									19
59	Taïwan						16			2		18
60	Géorgie	17										17
	Autres	20	1	28	4	0	0	0	15	4	0	72
	Total	**21 285**	**21 353**	**24 498**	**26 444**	**24 178**	**24 286**	**25 405**	**29 795**	**28 871**	**25 564**	**251 679**

Source : Traitement GRIP, sur la base de SIPRI Arms Transfers Database

ANNEXE 5. LES 50 PRINCIPAUX IMPORTATEURS, 2004-2013.

(indicateur de tendance du SIPRI, TIV)

		2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2004-2013
1	Inde	2 129	1 078	1 429	2 305	1 867	1 996	2 897	3 566	4 524	5 581	27 372
2	Chine	3 291	3 519	2 883	1 693	1 992	1 453	943	1 020	1 631	1 534	19 959
3	Émirats Arabes Unis	1 210	2 169	2 019	917	749	560	605	1 213	1 154	2 245	12 841
4	Corée du Sud	1 044	781	1 625	1 727	1 647	815	1 242	1 469	1 039	188	11 577
5	Pakistan	456	422	339	667	1 047	1 210	2 201	1 051	962	1 002	9 357
6	États-Unis	558	523	647	821	944	973	1 113	1 014	1 215	759	8 567
7	Australie	491	478	724	655	405	756	1 489	1 585	894	303	7 780
8	Arabie Saoudite	1 170	158	195	195	339	733	986	1 160	866	1 486	7 288
9	Turquie	243	1 092	511	666	675	733	469	642	1 528	604	7 163
10	Singapour	375	536	65	375	1 174	1 522	1 018	933	824	142	6 964
11	Algérie	244	159	300	489	1 529	1 065	808	1 135	877	336	6 942
12	Grèce	1 384	405	731	1 712	516	1 225	648	77	33	66	6 797
13	Israël	852	1 133	1 122	862	676	153	54	81	381	348	5 662
14	Égypte	613	726	748	697	336	159	686	635	312	501	5 413
15	Venezuela	9	20	380	785	743	358	208	594	691	476	4 264
16	Royaume Uni	214	27	308	783	529	389	503	355	599	438	4 145
17	Japon	361	364	424	492	681	513	426	284	254	145	3 944
18	Chili	70	449	1 096	662	397	335	475	316	58	53	3 911
19	Malaisie	62	57	398	526	508	1 512	421	5	47	113	3 649
20	Irak	72	189	305	269	380	402	453	658	504	203	3 435
21	Norvège	6	14	522	547	604	568	159	611	164	53	3 248
22	Vietnam	304	313	41	7	172	62	152	1 018	758	369	3 196
23	Pologne	225	112	475	1 015	594	165	151	92	205	152	3 186
24	Taiwan	320	696	508	12	11	61	103	218	455	633	3 017
25	Afrique du Sud		262	708	881	486	128	180	212	132	2	2 991
26	Indonésie	79	33	61	576	238	449	240	236	202	774	2 888
27	Maroc		87	47	27	46	39	296	1 411	807	43	2 803
28	Espagne	295	367	291	334	355	236	278	170	208	120	2 654
29	Azerbaïdjan	4	53	158	211	30	147	147	578	386	921	2 635
30	Italie	444	163	434	501	206	137	116	301	199	52	2 553
31	Canada	351	123	103	455	405	99	228	344	190	191	2 489
32	Birmanie	194	210	166	135	59	22	44	717	532	362	2 441
33	Afghanistan		46	3	41	152	346	377	672	579	216	2 432
34	Afghanistan	81	223	179	189	179	184	318	305	346	254	2 258
35	Brésil	187	164	406	82	327	391	324	84	142	129	2 236
36	Allemagne	70	157	220	60	144	371	892	168	54	27	2 163
37	Portugal	113	84	362	242	159	297	147	118	342	252	2 116
38	Pays-Bas	25	35	100	20	276	137	313	377	361	361	2 005
39	Syrie	32	10	221	88	13		35	193	253	672	1 517
40	Bangladesh	18	16	56	234	110	248	257	145	239	163	1 486
41	Colombie	288	122	62	29	124	84	165	160	88	345	1 467
42	Jordanie	158	36	49	177	163	237	87	214	168	100	1 389
43	Oman	41	173	301	16	75	93	28	21	120	490	1 358
44	Iran	121	57	426	331	62	62	103	110	59	18	1 349
45	Thailande	114	70	47	8	13	64	49	270	290	373	1 298
46	Roumanie	285	459	61	94	74	56	105	80	21	40	1 275
47	Mexique	320	37	71	5	22	59	112	218	271	76	1 191
48	Yemen	254	317	38	66	40	5	256	45	38	22	1 081
49	Finlande	77	102	129	109	143	43	58	58	74	212	1 005
50	Pérou	47	368	193	172		43	46	64	9	27	969
51	Danemark	228	119	83	148	95	129	17		85	10	914
52	Quatar						286	30	198	318	71	903
53	Autriche	56	24	4	281	200	301	7	8	8	6	895
54	Suède	47	78	122	41	44	54	51	191	211	52	891
55	Ouganda	38	10	5		5	23	37	471	219	20	828
56	Tchèque, Rép.	7	600	50	13	23	6	13	71	16	5	804
57	Suisse	203	168	83	108	18	39	47	31	9	4	710
58	Ethiopie	240						54	76	200	108	678
59	France	93	2	71	78	9	80	103	34	145	43	658
60	**Belgique**	**18**	**3**	**26**	**174**	**202**	**89**	**31**	**20**	**30**	**32**	**625**
	Autres	1 653	1 938	1 602	2 012	1 423	1 821	1 889	2 395	2 164	1 453	18 350
	Total	**21 285**	**21 353**	**24 498**	**26 444**	**24 178**	**24 286**	**25 405**	**29 795**	**28 871**	**25 564**	**251 679**

Source : Traitement GRIP, sur la base de SIPRI Arms Transfers Database,

LES RAPPORTS DU GRIP

6/09 **Darfour. Mission impossible pour la MINUAD?** Michel Liégeois, 30 p., 6 €

7/09 **RD Congo. Ressources naturelles et violence. Le cas des FDLR**, Brune Mercier, 22 p., 5 €

8/09 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes – Compendium 2010**, Luc Mampaey, 40 p., 8 €

9/09 **La Convention sur les armes à sous-munitions – Un état des lieux**, Bérangère Rouppert, 28 p., 6 €

10/09 **L'Union européenne et les armes légères – Une pluralité de politiques pour une problématique globale**, Hadrien-Laurent Goffinet (avec la collaboration de Virginie Moreau), 28 p., 6 €

11/09 **Le contrôle du courtage des armes légères – Quelle mise en œuvre au sein de l'UE ?**, Virginie Moreau et Holger Anders, 32 p., 6 €

12/09 **Le contrôle du transport aérien des armes légères – État des lieux et défis**, Jihan Seniora, 32 p., 6 €

1/10 **Recueil des articles concernant la politique extérieure de l'UE**, Federico Santopinto, 66 p., 10 €

2/10 **La guerre en sous-traitance – L'urgence d'un cadre régulateur pour les sociétés militaires et de sécurité privées**, Luc Mampaey et Mehdi Mekdour, 32 p., 6 €

3/10 **La gestion des frontières terrestres et le trafic illicite transfrontalier des armes légères**, Jihan Seniora et Cédric Poitevin, 24 p., 6 €

4/10 **Conférence de révision 2010 du Traité de non-prolifération - Succès et désillusions d'une nouvelle dynamique de désarmement nucléaire**, Mehdi Mekdour et Bérangère Rouppert, 32 p., 7 €

5/10 **Contrôle des transferts d'armes – L'exemple des Etats francophones d'Afrique subsaharienne**, Virginie Moreau, Cédric Poitevin et Jihan Seniora, 34 p., 7 €

1/11 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes – Compendium 2011**, Luc Mampaey, 44 p., 8 €

2/11 **La privatisation de la propagande américaine en Afghanistan et en Irak, Rendon Group**, Arnaud Simonis, 24 p., 6 €

3/11 **L'ONU et le contrôle des embargos sur les armes – Entre surveillance et vérification**, Virginie Moreau, 28 p., 6 €

4/11 **La Mission des Nations unies en RD Congo – Bilan d'une décennie de maintien de la paix et perspectives**, Xavier Zeebroek (coordinateur), Marc Memier, Pamphile Sebahara, 40 p., 8 €

5/11 **Transparence en matière de transferts d'armements – Quelles responsabilités pour les États ?**, Jihan Seniora, 34 p., 7 €

6/11 **Le traité sur le commerce des armes – Les enjeux pour 2012**, Virginie Moreau, 34 p., 7 €

1/12 **La Côte d'Ivoire un an après – Rétrospective sur cinq mois de crise électorale, ses impacts et ses questionnements**, Bérangère Rouppert, 36 p., 7 €

2/12 **Ammunition controls, the ATT, and Africa – Challenges, requirements, and scope for action**, Holger Anders, 20 p., 5 €

3/12 **Interdiction des armes chimiques – Réalisations, défis et nouvelles priorités de la Convention**, Bérangère Rouppert, 28 p., 6 €

4/12 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes – Compendium 2012**, Luc Mampaey, 44 p., 8 €

5/12 **Les armes nucléaires tactiques américaines en Europe – Les enjeux d'un éventuel retrait**, Bérangère Rouppert, 24 p., 6 €

6/12 **Panorama du trafic de cocaïne en Afrique de l'Ouest, Georges Berghezan**, 36 p., 7 €

7/12 **Ressources naturelles, conflits et construction de la paix en Afrique de l'Ouest**, Bruno Hellendorff, 38 p., 7 €

8/12 **La conférence 2012 sur une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient – Un échec programmé ?**, Bérangère Rouppert, 32 p., 7 €

1/13 **Côte d'Ivoire et Mali, au cœur des trafics d'armes en Afrique de l'Ouest**, Georges Berghezan, 40 p., 7 €

2/13 **Le contrôle du courtage en armements – Quelle mise en œuvre au sein de l'UE ?**, Kloé Tricot O'Farrell, 36 p., 7 €

3/13 **Mali – De l'intervention militaire française à la reconstruction de l'État**, Bernard Adam, 32 p., 7 €

4/13 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes – compendium 2013**, Sabrina Lesparre et Luc Mampaey, 52 p., 8 €

5/13 **Sur les traces des armes dans le dédale proche-oriental**, Fanny Lutz, 40 p., 7 €

6/13 **Le « pivot » américain vers l'Asie – Conséquences sur le système de défense antimissile américain, asiatique et européen**, Bruno Hellendorff et Bérangère Rouppert, 32 p., 6 €

7/13 **Le Sommet sur la sécurité nucléaire à la croisée des chemins : entre doutes et ambitions**, Sylvain Fanielle, 36 p., 7 €

8/13 **La Conférence sur une zone exempte d'armes de destruction massive et leurs vecteurs au Moyen-Orient**, Bérangère Rouppert, 44 p., 7 €

9/13 **Arms Transfers to The Syrian Arab Republic : Practice and Legality, Mélanie De Groof**, 56 p., 8 €

10/13 **Un New Deal pour le marché européen de la défense ? La position de la Commission en vue du Conseil européen de décembre 2013**, Quentin Genard et Sabine Sarraf, 24 p., 6 €

11/13 **Groupes armés actifs en R. D. Congo – Situation dans le « Grand Kivu » au 2ème semestre 2013**, Georges Berghezan, 36 p., 6 €

1/14 **L'Iran et la question syrienne – Des « printemps arabes » à Genève II**, Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, 32 p., 6 €

2/14 **Le programme nucléaire iranien : Rétrospective sur les accords conclus avec l'AIEA et le « P5+1 »**, Bérangère Rouppert, 35 p., 6 €

DÉPENSES MILITAIRES, PRODUCTION ET TRANSFERTS D'ARMES

COMPENDIUM 2014

Ce rapport présente une synthèse des principales statistiques relatives aux dépenses militaires mondiales, à la production et aux transferts internationaux d'armements conventionnels. Les données de ce rapport proviennent pour l'essentiel des banques de données du *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI), éventuellement complétées par des statistiques socio-économiques d'Eurostat, de la Banque mondiale, d'agences des Nations unies ou de la presse spécialisée. Une section alimentée par les données de *Small Arms Survey* (Genève) est consacrée au cas particulier des armes légères et de petit calibre.

En 2012, les dépenses militaires mondiales se sont élevées à 1 753 milliards de dollars, ce qui représente 2,4 % du produit intérieur brut mondial et environ 245 dollars par habitant. En recul de 0,5 % par rapport à 2011, c'est la première diminution des dépenses militaires mondiales enregistrée depuis 1998. Les États-Unis comptent à eux seuls pour 38,6 % de ce total.

En 2013, les transferts d'armements conventionnels majeurs ont diminué de 11,5 % par rapport à 2012. Une diminution probablement ponctuelle pour un marché dont la tendance reste haussière sur le long terme. La Russie était le premier exportateur d'armements en 2013, dominant 32 % du marché mondial. Bien qu'il soit difficile d'évaluer la valeur financière du commerce des armes, on peut estimer qu'il représente environ 0,3 % des échanges commerciaux mondiaux de biens et services.

Les transferts d'armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions, estimés à 8,5 milliards de dollars annuellement, sont un enjeu particulier pour la sécurité et la stabilité de nombreuses régions du monde. La Belgique est un acteur important de ce commerce. Elle figure parmi les 10 premiers exportateurs d'armes légères et de petit calibre, et occuperait la 2ème place au classement mondial des exportateurs d'armes légères et de petit calibre de type militaire.

Le chiffre d'affaires cumulé réalisé dans la production d'armements par les 100 principaux producteurs d'armement dans le monde est évalué à 401,2 milliards de dollars pour l'année 2012. Ce chiffre marque un recul de 3,27% par rapport à 2011. La valorisation boursière des firmes d'armement cotées démontre cependant une nette surperformance du secteur de l'armement par rapport aux indices généraux, ce qui pourrait indiquer que les marchés financiers anticipent une relance des dépenses militaires, vraisemblablement portée dans une large mesure par les puissances émergentes et les nouvelles opportunités offertes par les politiques sécuritaires.

Sophie Durut est chercheure associée au GRIP, **Luc Mampaey** en est le directeur.

GRIP
GROUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ